

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 44
JEUDI 22 JANVIER 1970

Vie chère!

Hausse des prix!

Esclavage salarié!

**POUR FAIRE DÉRAILLER LE TRAIN
DES HAUSSES**



**ACTION UNIE
DES MASSES !**

UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **ARSENAL DE GUERIGNY (Nièvre)** : depuis 2 mois, 500 travailleurs poursuivent leurs actions (débrayages, assemblées générales, manifestation dans les rues de la ville) contre la liquidation de l'établissement.
- **MINES DE PENARROYA A LARGENTIERE (Ardèche)** : Les mineurs en grève depuis le 7 janvier passent à un stade de lutte supérieure, jeudi 15 janvier ils occupent les installations minières. Les grévistes réclament la réduction du temps de travail, l'octroi d'une prime de fin d'année et une prime de vie chère égale à 50 F par mois.
- **NOUVELLES GALERIES A SAINT-LAURENT-DU-VAR (près de Nice)** : Depuis le 10 janvier quatre hommes et une femme des magasins de Niort, Béziers, Belfort et Chambéry font la grève de la faim dans le hall des magasins de Saint-Laurent-du-Var pour l'ouverture de discussions des revendications du personnel. Vendredi 16 janvier, à Lille dans un local des Nouvelles Galeries, 4 militants décident la grève de la faim pour les mêmes revendications.

LUNDI 12 JANVIER

- **SOCIETE TIRO-CLASS (FABRICATION DE MATERIEL DE CLASSEMENT) A VALREAS (Vaucluse)** : 200 ouvriers sont en grève pour l'augmentation des salaires.

- **SEMAINE D'ACTION DES HOSPITALIERS** : des débrayages ont lieu un peu partout en France. Le personnel réclame l'augmentation des effectifs, le reclassement de certaines catégories d'employés, et l'extension des droits syndicaux.
- **ECOLE SPECIALISEE PAUL-LAFARGUE A MONTREUIL (Seine-Saint-Denis)** : Les enseignants se mettent en grève, ils réclament un atelier par classe de perfectionnement professionnel, un professeur par atelier, des crédits de fonctionnement.

MARDI 13 JANVIER

- **HOUGHTON, 7, RUE AMPERE A PUTEAUX (Hauts-de-Seine)** : Débrayage toute la journée des ouvriers des ateliers contre les licenciements, pour la sécurité de l'emploi. La grande majorité des employés et techniciens a rejoint le mouvement dans l'après-midi. Cette société a un chiffre d'affaire pour 1969 en augmentation de 20 % sur l'année précédente.
- **BLOOMING DES FORGES DE GUEUGNEN (Saône-et-Loire)** : Deuxième crime du capitalisme exploiteur en un mois. Le 6 décembre un ouvrier de 48 ans, père de 9 enfants était tué par une enfourcheuse ; Le 13 janvier un jeune ouvrier de 20 ans est broyé par une enrouleuse. Tous les travailleurs de l'atelier ont immédiatement débrayés contre ce nouveau crime du capital, contre les cadences et pour la sécurité dans le travail.
- **LYCEE MICHELET DE VANVES (Hauts-de-Seine)** : A la suite d'une exclusion arbitraire de 2 élèves appartenant aux C.A.L., une manifestation avec la participation de plusieurs professeurs a lieu contre les décisions jugées réactionnaires. Le lycée a été fermé pour plusieurs jours par décision du recteur de l'académie de Paris. Les lycéens réclament la liberté d'expression et dénoncent la terreur blanche entretenue au lycée.

MERCREDI 14 JANVIER

- **GARE DE LONGNY** : Les agents d'exploitation se mettent en grève le mardi et mercredi, suivant les équipes, pour protester contre la compression d'effectifs.
- **SOCIETE ANONYMES DE GESTION IMMOBILIERE, 63, RUE COMPANS A PARIS-19^e** : Des militants du comité d'action des Beaux-Arts occupent mercredi après-midi les locaux de cette société et dénoncent l'opération de « rénovation-déportation » de Belleville. Les manifestants exigent l'arrêt des travaux tant que ne seront pas relogés 2 vieillards qui habitent au 22, rue Compans. Les forces de répression interviennent et interpellent plusieurs personnes.

- **UNITE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DE GEOGRAPHIE DE LA FACULTE DES LETTRES DE STRASBOURG** : Mouvement de grève des étudiants U.E.R., des enseignants, chercheurs, du personnel pour une durée illimitée. Ils réclament des locaux. Un comité de grève est constitué ou sont représentés les diverses catégories.

JEUDI 15 JANVIER

- **USINE DURAND A FOURCHAMBAULT (Nièvre)** : Débrayage de 90 % des 300 travailleurs contre le licenciement du délégué syndical.
- **CHANTIERS NAVALS DUBIGEON ET CHANTIERS NAVALS DE BRETAGNE (Métallurgie Nantaise)** : Débrayages pour les salaires.
- **PAPETERIES DE PONT-SAINT-MAXENCE (Oise)** : Grève de 2 heures pour l'augmentation des salaires.
- **PAPETERIES AUGIER A PARIS** : Débrayages mercredi et jeudi contre les sanctions arbitraires prises à l'encontre de plusieurs ouvriers.
- **FACULTE DE DROIT DE NANTERRE** : Des étudiants révolutionnaires s'opposent à des étudiants fascistes. Les étudiants réclament un système de contrôle des connaissances progressistes et non réactionnaires.
- **CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES DE BESANCON** : Des étudiants progressistes immobilisent le directeur du Centre dans son bureau jusqu'à 23 heures. Les forces de répression interviennent.
- **CENTRE EXPERIMENTAL DAUPHINE A PARIS** : Grève des cours contre une circulaire qui restreint le passage du premier au deuxième cycle.

VENDREDI 16 JANVIER

- **USINE ALFA-LAVAL A NEVERS (Nièvre)** : Débrayage de 600 travailleurs horaires et de 500 mensuels pour l'augmentation des salaires.
- **DROUARD A PARIS-15^e** : Les métallos débrayent pour leurs revendications.

SAMEDI 17 JANVIER

- **MANTES-LA-JOLIE (Yvelines)** : Des militants révolutionnaires qui diffusent leur presse « La Cause du Peuple » sur le marché sont pris à parti par les forces de répression. Cinq militants sont arrêtés et doivent être jugés lundi par le tribunal des flagrants délits de Versailles. Exigeons leur libération. Exigeons la liberté d'expression et de diffusion pour la presse révolutionnaire.

SOUTENONS ENCORE PLUS L'« H. R. »

L'Humanité Rouge va bientôt avoir un an (en février 1970). Depuis son premier numéro, H.R. n'a toujours compté pour ses finances que sur la participation financière de ses lecteurs. Le développement constant de ses ventes ne correspond pas encore à l'augmentation des charges de toutes sortes que doit supporter un journal national (augmentation constante du papier de presse, des frais d'expédition, des frais généraux divers, loyer, électricité, typographie, photo, etc...), c'est pourquoi une fois encore nous lançons un appel pressant à tous nos diffuseurs, à tous nos lecteurs pour qu'ils prennent concrètement en main la tâche politique qu'est le soutien financier permanent à notre presse marxiste-léniniste ; nous lançons donc cette nouvelle campagne « en avant pour les 15 millions » qui devraient correspondre à une souscription nationale permanente de 3 500 F à 4 000 F par semaine rapidement pour couvrir une partie importante des frais que supporte l'administration centrale (actuellement la souscription est de 2 000 F à 2 500 F par semaine). Notre découvert s'est actuellement accentué et atteint le double de ce que nous pouvons consentir, pour des raisons diverses que nous allons énumérer ensemble.

- 1 A cause des augmentations constantes de toutes nos fournitures et charges diverses ;
- 2 A cause du non règlement intégral de toutes les ventes de H.R. : 40 % à 50 % des envois sont réglés en moyenne.
- 3 A cause du non-règlement intégral des brochures (régulièrement dans la proportion de 30 % à 40 % des commandes).

4 A cause de la parution fréquente de tracts et affiches centrales qui sont distribuées gratuitement pour aider la tâche politique des C.D.H.R. et aider à appuyer nos campagnes nationales.

Au stade actuel de développement de notre lutte contre le capitalisme, il est primordial que notre presse marxiste-léniniste puisse continuer et accentuer son rôle de diffuseur des idées marxistes-léninistes et d'analyse de la situation politique en France et dans le monde.

Il est donc capital que chaque C.D.H.R., chaque militant, chaque lecteur ou sympathisant participe à cet effort national et prenne en main la tâche de soutien à son journal qui ne reçoit aucun fond de la publicité bourgeoise, ni d'aucune officine politique.

Nous devons compter sur nos propres forces. Que les C.D.H.R. nous écrivent pour qu'on popularise leurs formes de soutien à l'H.R.

Que chaque C.D.H.R. aide également l'administration centrale au niveau de la rédaction des règlements, c'est-à-dire en écrivant en lettres capitales. Indiquer exactement à quoi correspondent les sommes envoyées : souscription, règlement de H.R., règlement de brochures, etc..., nous indiquer également le C.D.H.R. quand le règlement est effectué au nom d'un autre expéditeur. Nous préciser également dans les règlements de brochures, s'il s'agit de brochures déjà reçues ou de nouvelles commandes.

En avant pour les 15 millions rapidement !
En avant pour un soutien permanent plus important à notre presse !

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'« HUMANITÉ-ROUGE »

	Total précédent	88 984,10 F	
Anonyme	Tours	10,— F	
V.M.	Perpignan	40,— F	
R.G.	Dinan	23,— F	
D (décembre)	Aix-en-Provence	63,— F	
C.D.H.R. E. Pottier	Ivry	200,— F	
«	Paris-20 ^e	500,— F	
Lycée Gabriel Fauré	Paris	10,— F	
C.D.H.R. Pernety	Paris	200,90 F	
«	Paris-5 ^e	100,— F	
Une lectrice	St-Maur	4,— F	
C.D.H.R. Guy-Moquet	Paris-18 ^e	50,— F	
«	fac de Sciences	Paris	136,— F
«	Marie-Curie	Sceaux	80,— F
«	Orsay étu-		
dants	Orsay	100,— F	
«	Le Mans	124,— F	
H.M.	Goncelin	480,— F	
C.D.H.R. André Marty	Toulouse	25,— F	
Un correspondant	Angleterre	200,— F	
A	Marseille	8,— F	
Anonyme	Verneuil	20,— F	
	Total général	91 358,00 F	

TOUS LES PATRONS SONT DES BUVEURS DE SANG

Chers camarades,

Dans le cadre du « procès public » que l'H.R. engage contre les patrons buveurs de sang, je voudrais vous raconter un fait qui vient de se dérouler dans mon usine.

C'est une usine, où, pour des raisons de sécurité, il est interdit de fumer. Or dernièrement, le « chef de la sécurité » a pris un ouvrier en train de fumer (le « chef de la sécurité » se soucie fort peu par ailleurs que le mélange huileux des lubrifiants donne des rhumatismes aux ouvriers, ou que les zones non protégées des machines risquent d'entraîner un pan de veste ou de blouse !). Aussitôt l'ouvrier a été emmené au bureau, on lui a donné son compte et mis à la porte sur le champ. Or, cet ouvrier a 62 ans ; il ne retrouvera donc plus de travail nulle part. En plus, il a 12 ans d'usine derrière lui dans la boîte ! Mais le patron se soucie peu, après avoir bouffé la sueur d'un gars pendant 12 ans, de le jeter à la rue et de le laisser crever de faim !

Je ne peux vous parler de cette histoire sans évoquer l'attitude des syndicats à cette occasion. Ils ont tous (C.G.T., C.F.D.T., Autonome) parlé avec le patron plusieurs heures, bien sûr sans rien obtenir ! Or, pendant ce temps, tout le monde dans la boîte était en colère contre cet acte de salaud. Il aurait suffi d'un peu d'initiative des délégués pour déclencher une action de soutien à notre camarade.

Mais rien n'a été fait, pas même de l'agitation auprès de nous, après l'échec des parlottes. Les délégués ont soigneusement laissé s'éteindre la colère et laissé vider le vieil ouvrier.

Interrogé, l'un d'eux (C.G.T.) a dit que « une action ça ne s'engage pas comme ça... », « tu ne connais pas les gars d'ici, ils parlent, mais si on lance l'action ils ne suivent pas ! » (facile à dire quand on n'essaie pas). Qu'en conclure ? Pas que ce délégué est un salaud et un pourri, non, c'est un ouvrier comme nous et il était en colère aussi. Les salauds, ce sont les chefs révisionnistes et réformistes qui l'ont éduqué dans le défaitisme, l'absence de confiance dans les masses et le légalisme. Les mêmes qui, après la mort de 5 ouvriers sénégalais dans leur taudis à Aubervilliers, déclarent que leur municipalité n'a rien pu faire malgré son intervention auprès des pouvoirs publics. Mais son intervention auprès des travailleurs du foyer-taudis et de la population d'Aubervilliers ?

Ils n'en parlent pas, et pour cause ! Depuis longtemps les révisionnistes n'interviennent plus auprès des masses pour organiser la révolte. Malheureusement, les masses attendent de moins en moins après eux et se rallieront de plus en plus à l'avant-garde marxiste-léniniste pour prendre eux-même en main leurs propres intérêts.

Salutations rouges.

Une ouvrière marxiste-léniniste.

ÉDITORIAL**LES MYSTIFICATEURS**

L'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire dira un jour que le 1^{er} janvier 1968, dans un petit hameau de Provence, cent vingt marxistes-léninistes recréèrent en France le parti de Lénine, parti d'un type nouveau, de l'époque de la pensée Mao-Tsé-Toung. L'histoire dira aussi qu'à l'issue du congrès constitutif, les délégués chantèrent ce nouveau couplet de l'Internationale « composé par les délégués du Nord » :

OUVRE donc tes yeux camarade
Et vois où sont les renégats
Sors des brouillards de cette rade
Rejoins tes frères de combat
Crie à bas le révisionnisme
A bas les mystificateurs
Vive le marxisme-léninisme
Notre idéal libérateur !

Georges Marchais qui ne craint pas le ridicule, consacra, à l'époque, un papier dans l'Humanité Blanche pour dénoncer les quelques dizaines de « roquets » qui prétendaient s'opposer au révisionnisme moderne. Quelques mois après, l'Humanité Blanche entendait ces roquets « rugir » puis Marchais récidiva le 4 mai 1968. Cette fois, il dénonçait une « dizaine d'enragés » qui s'agitaient à Nanterre. Là encore, ce ne furent ni les paroles ni les écrits qui construisirent l'histoire, mais les faits, et les faits sont têtus. Des milliers de jeunes, puis des millions de travailleurs s'élancèrent dans la foulée d'une « dizaine d'enragés », de quelques « dizaines de roquets ». L'étincelle avait embrasé toute la plaine.

Jamais sans doute journaliste politique favori en cour de parti n'avait reçu une telle « mornifle » du peuple. Son article du 4 mai était intitulé comme le notre aujourd'hui (1). Marchais avait soulevé une grosse pierre, elle lui retombait sur les pieds.

Depuis « notre mai », les yeux se sont ouverts par milliers de paires. Beaucoup ont rejoint leurs frères de combat et le 22 novembre, devant une salle de la Mutualité archi comble, à l'occasion du 25^e anniversaire de la République Populaire d'Albanie, spontanément, plusieurs milliers de camarades chantèrent ce désormais septième couplet de l'Internationale, répondant à l'appel de Puyricard, répondant aussi à Marchais et sa clique de mystificateurs.

Vendredi dernier, 16 janvier, la Mutualité débordait dans la rue. Le Paris d'avant-garde écoutait HAN SUYIN parler de notre Chine Rouge d'où elle arrivait. Difficile à décrire l'émotion qui vous étreint devant ces milliers d'amis accourus pour découvrir la vérité. Là où hier il n'y avait que des salles vides ou des commandos social-fascistes pour nous accueillir, il y a aujourd'hui une foule enthousiaste, jeune, confiante dans l'avenir.

Indiscutablement, l'histoire a évolué en faveur du marxisme-léninisme, et cette évolution n'est qu'à son début.

On peut détruire bureaucratiquement un parti, on ne peut empêcher la progression idéologique, le courant politique de conquérir une avant-garde aujourd'hui et demain les masses.

Les révisionnistes modernes ne s'y trompent pas, toute leur tactique actuelle, en direction du pouvoir qu'ils prétendent combattre, en direction de la classe ouvrière qu'ils prétendent diriger, prouve que leur souci principal est notre existence.

Que nos camarades ne s'y trompent pas, l'affaire Garaudy s'inscrit dans ce contexte. En effet, les désaccords qui existent au sein du Comité Central du Parti révisionniste sont déjà anciens mais il ont trouvé un nouveau dynamisme, de nouvelles raisons de se développer sous le choc des « événements de mai » en France, et sous le choc des événements de Prague.

Mais la crise officielle cristallisée autour de R. Garaudy, n'est pas la contradiction principale chez les révisionnistes, elle n'est que le reflet. Roger Garaudy représente un groupe d'intellectuels ébranlés par cette crise et qui cherchent une solution là où elle n'est pas, c'est-à-dire en dehors du marxisme-léninisme de notre époque, en dehors de la pensée de Mao-Tsé-Toung.

Que deux hommes placés par le P.«C.»F. à la tête du Centre d'Etudes marxistes (Mury et Garaudy), puissent en si peu de temps douter ou s'élever contre la politique de leur parti a une signification sérieuse.

Mais la contradiction principale se situe dans les masses, dans les usines et les chantiers, dans les universités et déjà dans les campagnes. C'est pourquoi les mystificateurs du P.«C.»F. préparent avec leur lourd appareil, aidés par la presse bourgeoise et la télé leur 19^e Congrès, en feignant de « gauche » leur ligne en direction de la classe ouvrière et de la « libéraliser » en direction des intellectuels rebelles.

C'est dans cette double perspective qu'ils ont

donné la parole à Garaudy dans les colonnes de l'Humanité Blanche le 2 janvier dernier, se payant ainsi le luxe de ne pas craindre la contradiction. Il est vrai que si les thèses de Garaudy étaient adoptées, leur parti glisserait deux fois plus vite au révisionnisme et faciliterait d'autant plus rapidement la prise de conscience de la classe ouvrière, en ce sens, ses thèses polycentristes, liquidatrices, libérales et humanistes *peuvent et doivent nous aider*, si nous savons à tous les niveaux appliquer sérieusement et correctement les principes contenus dans la loi de la contradiction. Les marxistes-léninistes doivent mêler leur voix à la préparation de ce congrès, en s'adressant aux militants de base trompés, ébranlés et découragés. En engageant partout le dialogue à la base en utilisant les textes de réflexion et d'analyse, en examinant les exemples vivants et irréfutables qui touchent juste.

Sur ce sujet notre H.R. doit devenir absolument un agitateur politique de masse, un catalyseur d'idées justes, un recueil d'arguments marxistes-léninistes (camarades lecteurs, il faut écrire, même si cela n'est pas publié, ce sera lu par ceux qui écrivent, et c'est cela l'essentiel).

Souvenons-nous, le symbole du 18^e Congrès Révisionniste était un cliché représentant « Jeannette et Aragon » se donnant l'accolade à la tribune, symbole de l'unité et de la fidélité au parti.

Or, il semble bien qu'un tel cliché ne sera plus possible pour les révisionnistes, il leur faudra trouver autre chose.

Sur le front du travail, le parti révisionniste tient la vedette avec Séguy et la consultation E.D.F. qui, faute d'action véritable fait gagner un temps précieux à tous ces messieurs.

Sur quoi porte en réalité cette consultation (qui n'a fait que confirmer l'influence actuelle de la C.G.T. dans cette corporation) (2) ?

S'agit-il de repousser les fameux accords de progrès et autres contrats d'intéressement capital-travail des secteurs publics et privés ? Non absolument pas ! Il s'agit d'obtenir de nouvelles négociations privilégiées pour améliorer ces contrats avant de les parapher, on peut être certain que le gouvernement acceptera, après une petite guerre de procédure, bien entendu, il y aura de nouvelles négociation et une « amélioration » des différents projets. Entre les anciens et les nouveaux réformistes, il n'y a pas, sur ce sujet, de divergences de fond. Seule la forme de leur accord avec le capital varie suivant le milieu social qu'ils influencent, d'où la contradiction apparente en ce qui concerne la signature d'accords d'intéressement par les uns dans le secteur privé sans consultation préalable et par les autres dans le secteur public, avec consultation tapageuse (exemple, Berliet, D.B.A., E.D.F., etc.). En fait, ils se partagent les rôles et troublent l'esprit des travailleurs pour mieux les acheminer vers le but final : *l'acceptation de la collaboration de classe*.

En fait, Séguy et sa clique veulent bien rentrer plus avant dans le révisionnisme, mais non pas par la porte des domestiques, qui sied aux vieux syndicats jaunes, ils veulent entrer la tête haute, par la porte des patrons et qu'on leur rende les honneurs dus aux forts et aux vainqueurs, c'est là l'essence de la mascarade sociale, c'est là l'essence de la mystification.

Que nos camarades remarquent bien la tactique de ces nouveaux traitres, véritables ministres sans portefeuilles. Quand ils font un pas de plus dans la trahison, ils le mesurent et crient toujours au scandale, et parlent de lutte de classe — par exemple : les bonzes de la C.G.T. décident d'accepter les fonds de la corruption des caisses de l'Etat bourgeois comme les autres syndicats jaunes. Alors ils orchestrent une campagne indignée, non plus cette fois contre les syndicats jaunes classiques qui

s'engraissent des deniers de Judas, mais contre l'Etat des monopoles qui marque une politique de « discrimination » à leur égard en leur refusant cet argent qu'il donne aux autres vieux traitres. Ils se forment alors une fausse logique, ils invoquent la « loi », tendent partout la main, comme des moines quêteurs, invoquent « l'injustice » qui consiste à donner plus de 500 millions aux autres et rien à eux.

En 1966, De Gaulle leur donne 25 millions, ce qui, en bonne logique bourgeoise est une aumône et une insulte, mais aussi une invitation à mieux trahir. Alors ils s'insurgent, mobilisent leurs militants « l'Etat nous vole » disent-ils, « nous devons toucher plus que tous les autres réunis », c'est-à-dire en fonction de notre représentativité, dit krasucki. Sur ce arrivent les événements de mai. Ils font la démonstration de leur force « calme et digne », bloquent des millions de travailleurs disciplinés et inactifs dans les usines, paralysent l'action révolutionnaire, négocient le compromis dans le dos des travailleurs (entretiens secrets KRASUCKI-CHIRAC-POMPIDOU-SEGUY) (3). Puis ils organisent au grand jour la comédie de Grenelle dont les règles ont été convenues dans l'ombre. Ils morcellent le mouvement, le fractionne, organisent la reprise par catégories, laissant « pourrir » les points chauds. Trahison sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier français, mais trahison payante, puisque désormais le pouvoir porte de 25 à 66 millions le « crédit éducation » de la C.G.T. et pourvoiera désormais aux salaires de nombreux permanents (52 millions supplémentaires pour 26 permanents de la S.N.C.F.). Ce qui fait 118 millions officiels d'aloués en 1968, mais en vérité, cela fait beaucoup plus, car certains accords d'entreprises ou de branches d'industries, tels Berliet, payant en plus des bourses éducation pour les militants, le processus est désormais irréversible, la collaboration de classe s'accroît entre dirigeants de la bourgeoisie et du révisionnisme.

A chaque nouvelle trahison, les dirigeants crient très fort que l'Etat des monopoles ne doit pas compter sur eux pour sauver l'économie. Ils échangent des lettres publiques avec le premier ministre, prononçant des phrases ambiguës, que la presse, aux ordres interprète durant des semaines (c'est la tactique de la « petite phrase » que la bourgeoisie utilisa avec De Gaulle et Giscard). Ils jouent les « durs » d'opérette devant des millions de téléspectateurs chaque semaine, tout en jurant qu'on leur refuse ce moyen d'expression et qu'ils n'en disposent pas assez à leur gré. Simultanément en Congrès de la C.G.T., ils modifient l'article 1 des statuts de la centrale ouvrière qui stipulait que le syndicat luttait pour l'abolition du salariat et du patronat, but suprême de la cessation de l'exploitation de l'homme, et désormais, la carte fédérale n'a plus comme symbole deux mains nues de travailleurs serrées sur le globe, mais deux mains « stylisées, l'une d'ouvrier en manche de bleu », l'autre de P.D.G. en veston et manchettes. Ce symbole est celui de la pire collaboration de classe.

Il n'existe pas d'autre solution que de tracer partout une nette ligne de démarcation entre ces deux révolutionnaires et les forces montantes du marxisme-léninisme. Les démasquer par une bataille idéologique intense, sans heurter les sentiments des travailleurs honnêtes et trompés, telle est notre grande et noble tâche.

Abordons la nouvelle décennie des grandes années 70 avec confiance et résolution.

A bas les mystificateurs.

(1) (« De faux révolutionnaires aisés à démasquer »).
(2) 69 % en 1950 - 60 % en 1957 - 55,5 % en 1969.
(3) références « L'Elysée en péril ».

**Abonnez-
VOUS...**

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »	abonnement pour
30226.72 Centre La Source	l'étranger (par avion) :
	120 F par an

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS TOUS UNIS !

APPRENDRE AUPRÈS DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

40 kilomètres de Paris, du côté de Rambouillet, un chantier pour construire des villas (17 millions AF) pour les bourgeois (capitalistes, cadres supérieurs...) : ils se fatiguent tellement en semaine dans leurs bureaux, il faut bien qu'ils se reposent.

Mais pour mieux comprendre, il faut s'approcher : au fond, caché des regards indiscrets, des roulottes, des baraques, des « bidons » en tôle ondulée, pas de chauffage, 4 gars par chambre, loin de tout (une boulangerie à 1 kilomètre), c'est là que sont parqués les esclaves. Toutes les nationalités sont unies dans la même exploitation : algériens, portugais, marocains, italiens... C'est eux qui construisent avec leurs bras les belles maisons, mais eux n'y ont pas droit. Ne voir que cela, cependant, ne serait digne que des dames de charité du 16^e arrondissement ou de l'Humanité du P.«C.»F., ce serait pour nous, révolutionnaires, oublier l'immortel enseignement de Joseph Staline que « l'homme est le capital le plus précieux ».

Les hommes, ils sont là, de solides gaillards venus de leurs pays engraisser le capital français (une grosse entreprise du bâtiment, siège à Bordeaux) à 3,40 F de l'heure. Ils ne cachent pas que dans leur pays cela ne va pas : en Algérie, le travail ne paie pas, c'est capitaliste, c'est comme la France... Mais ils sont fiers d'appartenir à leur peuple. Les travailleurs algériens, par exemple, ils savent bien que ceux qui les exploitent en France, ils sont de la même classe que ces colons qui, dans leur pays, possèdent d'immenses propriétés avec de la vigne, des arbres fruitiers... et contre qui ils se sont soulevés, les armes à la main. Un éclair dans les yeux, ils vous racontent leurs campagnes de résistance contre l'armée française. Nos camarades algériens ont une grande expérience de la lutte armée populaire contre les exploités. Les étudiants et les ouvriers qui, en mai 68 se battaient contre les C.R.S. avaient de solides amis parmi eux, même s'ils ne pouvaient pas apparaître ou-

vertement à cause de la répression. Le P.«C.»F. pouvait toujours à cette époque et pourra continuer à l'avenir à déverser son venin pourri contre les révolutionnaires, il n'a pas grande influence sur les travailleurs immigrés ; dans ce chantier, le conducteur des travaux, un petit salaud à cravate, qui ne sait rien faire et qui donne des ordres comme à des esclaves, lui, il est du P.«C.»F. ! La C.G.T., 3 syndiqués, ceux qui croyaient que cela changerait quelque chose ; mais non rien. Bientôt, il n'y aura plus de syndiqués.

On pourrait croire au découragement de ces camarades. Mais se serait oublier que le prolétariat est la classe la plus révolutionnaire, celle qui puise dans son exploitation de tous les jours, les raisons et les forces de sa révolte. Quel enthousiasme à la vue du petit livre rouge ou de la photo des fédératifs palestiniens sur la couverture de l'Humanité Rouge, quelle fermeté dans le : « il faut que ça change — y en a marre — il faut la révolution » qu'ils vous lancent, la joie au cœur. Nos camarades immigrés, nos frères les plus exploités sont dès maintenant, seront toujours à nos côtés dans la lutte révolutionnaire, dans la lutte armée pour la prise du pouvoir. Mais il ne suffit pas de le constater.

Il faut solidement se lier avec eux, gagner leur confiance, les organiser avec toutes les précautions de sécurité, il faut leur donner l'éducation politique qui parfois leur manque (ils ont beaucoup à nous apporter en retour sur le plan idéologique),

Il ne faut hésiter à dénoncer catégoriquement le révisionnisme avec eux.

Notre unité avec nos frères immigrés doit s'ancrer solidement sur le marxisme-léninisme, la pensée de Mao-Tsé-Toung, la seule théorie révolutionnaire, celle du prolétariat révolutionnaire. Et alors, un beau jour, nous ferons mal !

VIVE LA REVOLUTION !

Un militant.

Encore un ouvrier immigré assassiné par le capital !

L'usine Sellier Leblanc à Bourg-la-Reine :

Usine de charbon et de vin ; les ouvriers nord-africains sont chargés de la mise en sac du charbon, ils le pèsent et puis le chargent dans les camions ; il y a en moyenne 8 camions et les ouvriers sont par équipes de 4 ; ils font en moyenne 5 camions chacun, le reste du temps ils préparent les sacs. Les heures de travail sont : 7 h à 9 h 30, 10 h à 12 h 30 et 13 h 30 à 17 h 30 ou 18 h, y compris le samedi.

L'usine est réputée pour les accidents du travail, plusieurs ouvriers sont tombés du petit train transportant des pierres. Qui plus est, récemment un ouvrier tunisien a été hospitalisé 15 jours pour avoir failli mourir de froid, le patron refusant de chauffer le lieu de travail, alors qu'il vend du charbon !

Tahar Abichou, marié, un enfant de 11 ans ; il travaillait à cette usine depuis un an et 4 mois. Son 3^e accident dans cette usine lui fut fatal. Il résidait au 44 av. de la Division Leclerc à Massy.

Le premier accident : un doigt a été saisi par la courroie d'une machine, le bout de son doigt a été sectionné ; 2 mois d'arrêt de travail.

Le deuxième accident : il est tombé du petit train de pierres sur le dos, souffrait de la colonne vertébrale et d'un doigt : 3 mois d'arrêt de travail.

Sa mort : samedi 3 janvier, Tahar Abichou s'est présenté à son travail comme d'habitude ; vers 14 h 30 il déplaça avec 5 personnes une lourde machine électronique, puis (la prise appelée par les travailleurs

« crochet » comporte 4 fiches de cuivre, ce serait donc du triphasé avec une prise de terre ? On ne sait pas exactement ce qu'avait le fil, (vraisemblablement 2 fils se touchaient) toujours est-il qu'il y eut un court-circuit et que Tahar, sous le choc tomba, gravement blessé à la tête (probablement une fracture du crâne). Il fut étendu sur des sacs à cet endroit, il vomissait, saignait du nez et n'arrivait pas à parler, semblait avoir des difficultés pour respirer. On écarta de lui les autres ouvriers et on refusa d'hospitaliser Tahar.

Un moment plus tard, un ouvrier tunisien voulut aller voir ce que devenait Tahar, un contremaître le rencontre et lui interdit d'y aller : « si tu ne vas pas travailler, passe au bureau prendre ton compte ».

A la fin du travail (17 h 30), les travailleurs se rendirent en groupe à leur vestiaire et trouvèrent les affaires de Tahar, il revinrent le chercher. On l'avait déplacé ! Il était caché sous un camion ! Ils l'emmenèrent au bureau et exigèrent son hospitalisation. Police-Secours fut alors alertée, soit plus de 3 heures après l'accident et Tahar fut conduit à l'hôpital Bicêtre.

Le lendemain dimanche 5 vers 8 heures du matin Tahar était mort. « L'enquête » est menée par le commissariat de Sceaux. On a observé que le patron était très bien accueilli et très respecté au commissariat ; et le but de l'enquête est de prouver que Tahar était ivre (ce qui est faux) comme le prétend la direction.

VOILA COMMENT MEURT UN TRAVAILLEUR IMMIGRÉ COMME UN CHIEN !

DERNIERE MINUTE :

2 militants du Comité d'Action de Bourg-la-Reine qui distribuaient un tract dénonçant les faits sont interpellés par un flic en civil qui leur dit « Vous distribuez un tract sur Sellier Leblanc ? C'est pas vrai ce qu'il y a dedans »

et qui les conduit au poste. Les militants ont été relâchés avec promesses de poursuites pour diffamations.

A Bourg-la-Reine comme ailleurs, les patrons buveurs de sang ont peur qu'on dévoile leurs crimes ! Mais ce ne sont pas leurs menaces qui nous empêchent de dire la vérité !

NON AU CAPITALISME ASSASSIN !

C. N. P. F. OCCUPÉ :

PORTER DES COUPS CHEZ L'ADVERSAIRE.

Samedi, 200 étudiants et ouvriers ont montré à tout le monde le lien entre les assassinats des bidonvilles et ceux qui en profitent le plus. L'exploitation dans le logement est la suite de l'exploitation à l'usine ; les grands patrons ne pourront plus le nier !

Les murs ont la parole : « Patrons assassins », « des logements pour tous », « patrons négriers ». Telles étaient les inscriptions peintes partout dans les bureaux du C.N.P.F. En se répandant dans les étages, les salons luxueux et les bureaux respectables pour patrons-en-chef, les occupants ont, pendant une heure piétiné l'ordre bourgeois.

Il fallait voir la fureur des cols de fourrure venus récupérer leur siège avec l'aide des C.R.S. ! Les champions des P.D.G. de France à la porte de chez eux ! Les plus gros exploités bafoués par la « pègre » !

Cette « pègre » installée à leur balcon de luxe ou à leur téléphone envoi des commentaires à toute la presse ou s'attache à modifier la décoration des salles en rappelant les raisons de l'occupation à la peinture rouge !

L'occupation a été pacifique pour cette fois, mais ça pourrait changer !

A la sortie, pas de panique, malgré l'énorme déploiement de matraques (3 par occupant environ), les intimidations et les menaces : « tous les mains sur la tête... on va vous faire ça à la chinoise... ».

Réponse : l'Internationale et les révoltes dans les cars d'où plusieurs camarades ont réussi à s'enfuir pendant le trajet. 150 arrestations, cette fois, impossible d'étouffer l'affaire, et toute la presse ne peut qu'évoquer la frayeur des bourgeois devant les proportions que prend la contre-attaque sur la question du logement et des immigrés.

Et ce n'est qu'un début...

La voie de la lutte est engagée, poursuivons-la, travailleurs français et immigrés unis !

C.N.P.F. : Centre National du Patronat Français.

Au cours de l'action d'occupation du C.N.P.F., un grand nombre de militants révolutionnaires ont été arrêtés ; l'un d'eux, ROLAND CASTRO a été inculpé et doit être jugé prochainement. Il ne faudrait pas laisser ce procès sans riposte !

Nous publions ci-dessous des extraits d'un tract en plusieurs langues, tiré à 150 000 exemplaires en vue d'une diffusion massive parmi les travailleurs immigrés et signé « Assemblée de Comité d'action, de Comité de base de la région parisienne ».

« L'H.R. » approuve et soutient cette initiative.



HALTE AU DÉMEMBREMENT DE LA S.N.C.F. !

La S.N.C.F. est en voie de démantèlement, de démantèlement, de liquidation. C'est un service public qui est anéanti au nom de la rentabilité. En fait la S.N.C.F. est mise au pillage par les puissants monopoles, sans aucune réaction populaire qui soit organisée par les champions de la « gôche » ou les syndicats qui prétendent à la fois défendre les travailleurs et les « usagers ». Aucune riposte de masse n'est prévue. L'inscription à la craie portée sur l'autorail d'Ambert par quelques paysans, ou la grève de 24 heures des cheminots de Besançon ne pourront pas changer quoi que ce soit aux plans des monopoles, c'est la lutte des plus larges masses, dans un grand mouvement de mobilisation populaire qui sera efficace. QUI OSE PARLER DE DEFICIT DE LA S.N.C.F. ?

et des cheminots rapporte plus de 30 % (20 % pour la S.N.C.F., 8 % pour les préteurs, et sans doute autant sinon plus pour les sociétés monopolistes qui pillent la S.N.C.F.).

Voici ci-après le plan de démantèlement de la S.N.C.F. tel que l'a écrit M. Raymond MONDON dans une lettre du 16 juillet 1969 à M. SEGALAT, Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. Nos lecteurs pourront y constater comment le pouvoir des monopoles a tracé lui-même le plan de démantèlement, et comment le Conseil d'Administration fantoche (représentants syndicaux compris) doit obtempérer. Nous ne donnons que quelques passages qui nous ont paru essentiels (lettre non publiée dans « Le Monde », bien sûr) :

tantes économies d'effectifs, en particulier sur les passages à niveau publics gardés.

— Promotion des **méthodes de gestion centralisées** du trafic de marchandises par des ensembles électroniques améliorant entre autres la régularité des acheminements.

— Développement rapide de l'utilisation des grands containers afin d'améliorer très sensiblement le prix de revient du transport ferroviaire.

— Etude et mise en œuvre d'un ensemble de réforme ayant pour but de passer à une structure de commandement plus décentralisée correspondant aux besoins d'une entreprise moderne. »

Avec de tels projets, l'avenir serait radieux pour les capitalistes si les travailleurs n'envisaient rapidement de se mettre en travers. La direction S.N.C.F. et le pouvoir des monopoles le redoutent donc et c'est pourquoi ils prévoient des avenants capables de faire accepter aux cheminots leur propre exploitation, grâce à la complicité des dirigeants syndicaux de sommet qui trompent, et des militants de base de moins en moins nombreux qui sont encore trompés.

Le personnel intéressé à sa propre exploitation

Le fin du fin pour M. MONDON ce serait de trouver une formule qui ferait du cheminot son propre exploitateur. C'est comme s'il disait : « Bois ton propre sang pour étancher ta soif. » Il précise donc dans sa lettre à SEGALAT :

« ... Pendant la période de rétablissement de l'équilibre budgétaire de la S.N.C.F. un système d'intéressement particulier à son personnel sera organisé de façon à **favoriser la réalisation du programme** de modernisation et d'adaptation prévu pour ladite période et à tenir compte de l'effort spécial

Caution syndicale au démantèlement de la S. N. C. F.

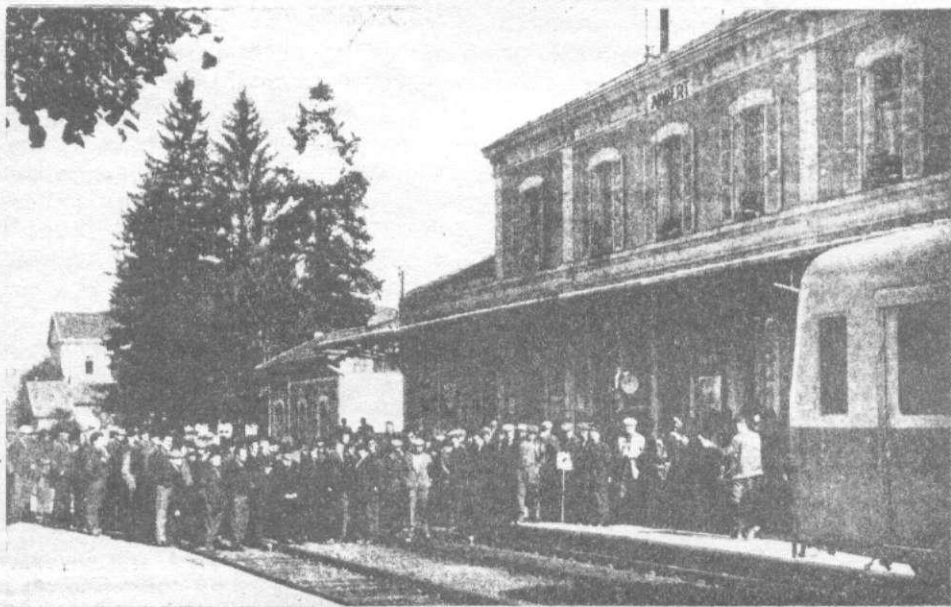
Réponse de M. SEGALAT à M. MONDON, le 23 juillet 1969 soit une semaine après celle du ministre. Le Conseil d'administration réfléchit très vite !

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil d'Administration de notre société appelé, dans sa séance du 23 juillet courant à délibérer sur la réponse à adresser à votre lettre du 16-7-1969, a décidé de **donner son accord** à l'ensemble des dispositions contenues dans cette lettre.

Cette décision a été prise au terme d'un ample débat au cours duquel les administrateurs ont eu l'occasion de développer leurs considérations et d'exposer les raisons pour lesquels ils ont, **en définitive approuvé les dispositions envisagées**, à l'exception de deux d'entre eux qui se sont déclarés dans l'obligation de s'abstenir, (...) les deux absténants ont reconnu, d'une manière générale, aux mesures prévues un caractère **suffisamment constructif, pour les dissuader de s'y opposer formellement** (1). »

Cette déclaration est donc nette. Les représentants syndicaux assis dans leurs fauteuils du Conseil d'Administration se sont laissés prendre à la chaude ambiance du groupe. Ils se sont abstenus pour la forme, à cause des critiques éventuelles de la base si elle venait à l'apprendre ! Le fait que la C.G.T. n'ait pu obtenir ses deux membres au Conseil d'Administration, pour l'instant, — en dépit des promesses de M. POMPIDOU (« il tient toujours ce qu'il promet ») dans les couloirs de GRENELLE, à Georges SEGUY, grâce aux tractations de l'ancien vendeur de L'HUMANITE BLANCHE, M. CHIRAC, soi-même — ne change rien.

Que nos lecteurs fassent lire ceci aux cheminots, et aux usagers du rail, mais les



Les paysans d'Ambert barrent la voie ferrée.

Le 16 décembre 1969 la S.N.C.F. a passé deux pages de publicité dans le journal « Le Monde », pour lancer son emprunt à 8 % (oui 8 %, vous avez bien lu). Qui ose parler de déficit puisque l'argent emprunté par la S.N.C.F. est remboursé à 8 %. Dans ces articles publicitaires la S.N.C.F. révèle :

« EN 1969, La S.N.C.F. CONSOMME SEULEMENT 36 % DE L'ENERGIE QU'ELLE UTILISAIT EN 1938, ALORS QUE DEPUIS LE TRAFIC A PLUS QUE DOUBLE. » Rappelons qu'en mai 1938, il y avait 521.000 cheminots (voir supplément H.R. n° 25) contre 323.000 début 1969 et 270.000 prévus pour fin 1973.

Les cheminots ont-ils le droit de demander une augmentation de salaires ? Ont-ils le droit d'exiger les 40 heures de suite, et non pas 43 heures comme le demande la C.G.T. des cheminots de M. MASSA-BIEAUX ? Qui est démagogue ?

A plusieurs endroits de l'article publicitaire il est révélé, qu'en dépit des emprunts (à 8 %), les grands projets actuels SONT COMPLETEMENT AMORTIS EN CINQ ANS, soit un PROFIT de 20 % en un an AUGMENTES DE 8 % D'INTERETS DE L'EMPRUNT.

CELA VEUT DIRE QU'APRES CINQ ANS LE RAPPORT EST DE 100 %. Mais 100 % POUR QUI ? Que répondent les syndicats là-dessus ? que répondent les collectivités appelées à payer le maintien du service S.N.C.F. dans les régions où le profit S.N.C.F. sera inférieur à ce taux ? LES TRAVAILLEURS, LES CHEMINOTS, LES PAYSANS, PETITS COMMERÇANTS, etc., N'ONT-ILS PAS RAISON DE SE REVOLTER ? SE LAISSERONT-ILS LIER PAR DES ACCORDS « CONTRATS - DE PROGRES » PASSES SUR LEUR DOS PAR LES SYNDICATS ?

C'est pour cela que le démantèlement de la S.N.C.F., n'est pas incompatible avec cette politique de profits. Encore qu'il n'est pas précisé ci-dessus que si la SNCF et les préteurs y retrouvent leurs comptes en cinq ans, les grandes sociétés monopolistes qui fournissent le matériel à la S.N.C.F. ou qui y font les travaux, y retrouvent aussi leur beurre. Donc en fin de compte, l'argent investi à la S.N.C.F. sur le dos des usagers

« ...La fermeture ou le transfert sur route de 10.000 km de service omnibus de voyageurs seront autorisés par l'Etat pendant la période 1969-1972. Cet effort sera poursuivi en 1973 et au-delà... »

(...) D'autre part, des conventions particulières (...) comprenant la prise en charge par les **collectivités contractantes du déficit** qui pourrait résulter des obligations, découlant de ces conventions et, le cas échéant, une tarification spéciale.

(...) Le gouvernement ne s'opposera pas aux mesures réorganisatrices que la S.N.C.F. décidera de prendre (...) en vue de **limiter la consistance de ces services** aux activités pouvant **atteindre une rentabilité** suffisante.

— Transport des petits colis, des expéditions de détail, des colis et expéditions « express » : les tarifs, le **nombre des localités ouvertes** à la réception du trafic, le nombre des gares de concentration, le nombre et la consistance des **circuits de ramassage** et de **distribution seront revus** de façon que ces services contribuent à améliorer le compte d'exploitation de la S.N.C.F.

— **Fermeture des lignes à faible trafic de marchandises**, dans la limite de 5.000 km avec éventuellement transfert sur route des acheminements terminaux de wagons complets sous la responsabilité et maîtrise commerciale de la S.N.C.F.

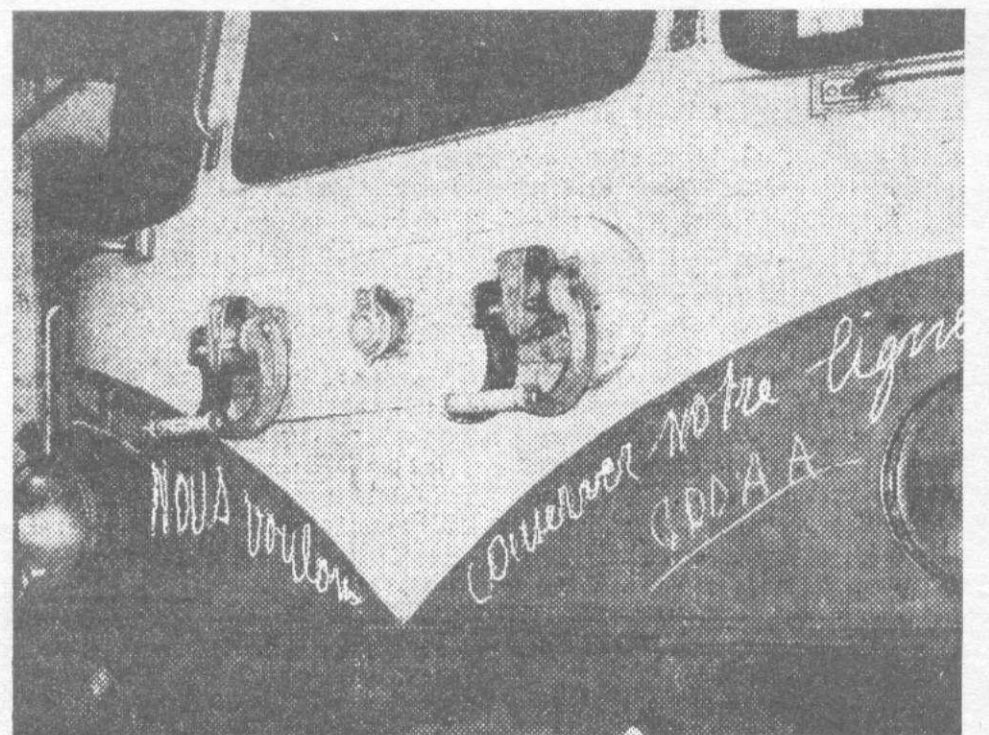
— **Suppression de services voyageurs express** et directs assimilés mal utilisés : un programme portant sur 5 millions de kilomètres de parcours annuel sera réalisé avant 1973, dont un million avant la fin de 1969 et 3 millions avant la fin de 1970.

— **Réduction du nombre des établissements** commerciaux (gares).

— Regroupement des activités d'entretien et de réparation du matériel (**fermeture d'ateliers, et de dépôts**).

— Réorganisation et concentration des services administratifs, afin de **réduire de façon sensible les effectifs de bureau**.

— Développement des techniques d'**automatisation** dans le domaine du mouvement des trains, des triages et de la sécurité, afin d'aboutir notamment à d'impor-



« Nous voulons conserver notre ligne », exigence des paysans d'Ambert.

qu'elles impliquent de la part de ce personnel.

(...) sur la base de la réglementation et de la durée hebdomadaire de travail actuelles, la S.N.C.F. aboutira à l'effectif de 270.000 agents tous comptés au 31 décembre 1973. »

Cette lettre de M. MONDON a reçu sa réponse de SEGALAT. Elle vaut son pesant d'or. Elle montre aussi très nettement comment les **représentants syndicaux, membres du Conseil d'Administration servent de caution à la politique des monopoles**. Ainsi elle montre également que la lutte pour être efficace devra s'engager par-dessus et même contre les directions syndicales complices.

petits usagers seulement (trains de banlieue, etc...) qu'ils reproduisent ceci. Que les cheminots décidés à engager la lutte, à se regrouper écrivent au journal qui les mettra en rapport avec d'autres cheminots, qui ont déjà engagé la lutte et se sont regroupés. Formons des Comités de base, contre le patronat, la S.N.C.F., le pouvoir des monopoles et contre les gros bonnets syndicaux complices, et renégats.

(1) C'est au nom du même principe que les députés « communistes » ont refusé de voter contre la loi d'orientation E. Faure et contre la loi sur la prétendue extension des droits syndicaux : deux volets d'une même collaboration de classe.

S.N.C.F. : camarades Contribution

«... Nous voudrions que tout ceci soit discuté partout, afin que le nécessaire soit fait pour nous retrouver le plus rapidement possible à notre juste place ».

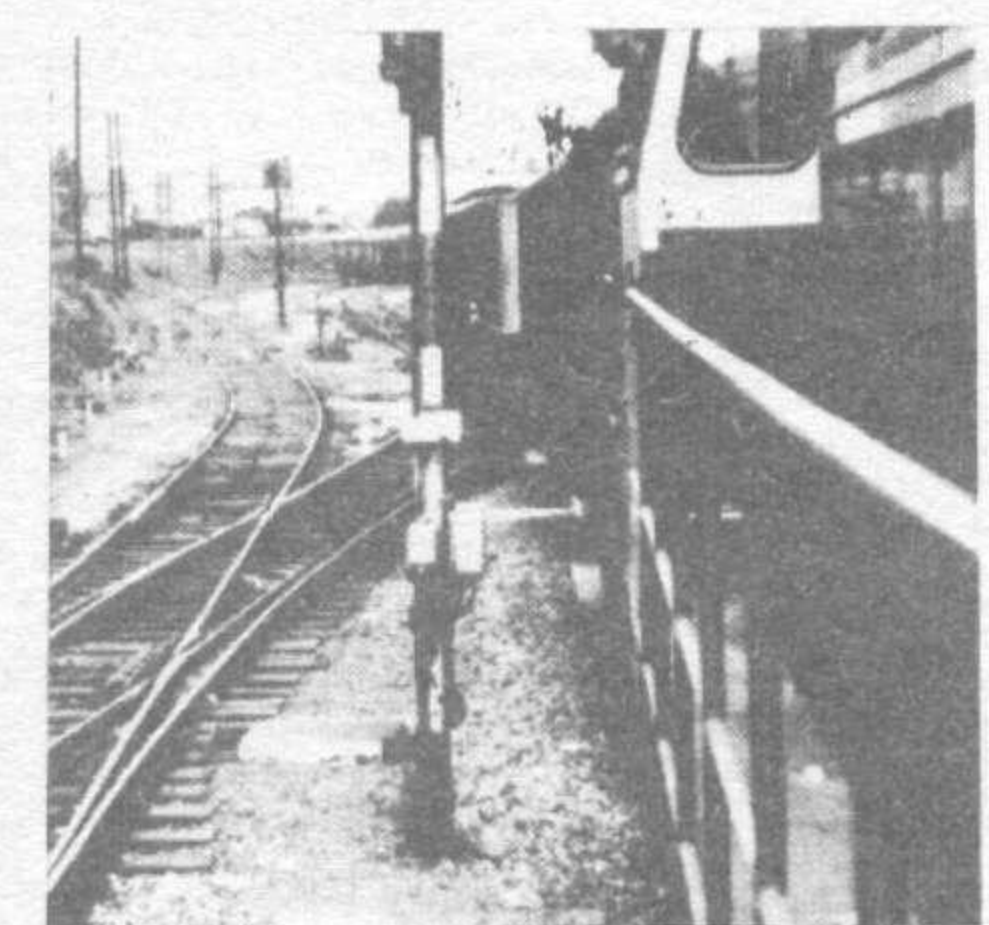
Po. La C.G.T. : René PONS, Po. La C.F.D.T. : Jean CAVAREC, Po. La F.G.A.A.C. : Georges WOUSSEN ».

Cheminots roulants de LILLE-DELIVRANCE.

Comme nous l'avions annoncé, voici ci-après, sous forme de tableaux et graphiques, une étude de propositions des camarades de LILLE-DELIVRANCE de revalorisation de la filière des roulants. Nous avons comparé le système actuel avec les chiffres de référence pris par les camarades eux-mêmes, au départ de leur propre étude, soit, les salaires du 1-10-68 au lendemain des accords de GRENELLE, que nous avons publiés la semaine dernière.

DEFENDRE D'ABORD LES INTERETS DES PLUS DEFAVORISES T1 ET T2.

Nous pensons que nos tableaux 1 et 2 parlent d'eux-mêmes. Il suffit de s'y reporter. Nous pouvons constater que les propositions des camarades de Lille-Délivrance conduisent à aggraver la hiérarchie au sein de la filière des roulants, désavantagant nettement les T1 (même s'ils sont peu nombreux) et les T2. (pour nos lecteurs non cheminots, nous indiquons que les T1 sont les deuxièmes agents remplissant la fonction de chauffeur pour les trains de manœuvre, les T2 sont les chauffeurs pour les trains de route. Les T3 sont les élèves mécaniciens qui, selon les besoins de la S.N.C.F. remplissent soit les fonctions d'agent en deuxième, soit les fonctions du mécanicien titulaire T4, agent en premier. Les T3 polyvalents sont nécessaires pour assurer les remplacements des mécaniciens, pour congés, maladies et aussi pour les périodes de pointe du trafic-été. Dans ce cas, ils sont remplacés comme chauffeurs par des ouvriers que l'ont fait monter de l'atelier pendant ces courtes périodes).



Ces camarades sont lésés doublement, selon ces propositions, lors du passage d'un grade à l'autre et en fonction de leur ancienneté. Les propositions de Lille-Délivrance, purement catégorielles font-il le rappeler, si elles sont examinées en dehors des revendications des autres catégories de la corporation, ne pourraient conduire qu'à de nouveaux déséquilibres entre les catégories. Mais comme nous le voyons, elles ne manqueraient pas de créer des divisions au sein même des roulants. On ne peut en effet, pour justifier de telles propositions, se baser sur

le fait que T1 et T2 sont des grades de début. Aucun règlement S.N.C.F. ne garantit pour les roulants une fin de carrière à T4. Des camarades finissent en retraite comme T2, encore faudrait-il obtenir pour eux une garantie de carrière.

LES MONOPOLES PEUVENT PAYER.

Nous ne sommes pas d'accord avec l'aggravation de la hiérarchie parce qu'il est prouvé que la part de salaires réservés aux cadres, techniciens et ingénieurs est de plus en plus grande, à la S.N.C.F. comme ailleurs, par rapport à la masse salariale totale. Il y a donc paupérisation plus rapide pour les plus basses catégories, même si ceux qui sont plus élevés dans la hiérarchie voient les patrons peser toujours davantage sur les conditions de travail et de vie, pour ne pas voir diminuer leurs profits. Or, comme la masse salariale, par rapport au prix de vente des marchandises n'a pas tendance à augmenter, par le jeu d'une hiérarchie toujours aggravée (notamment grâce à la politique des cadres de la C.G.T.) le patronat puise toujours plus sur le salaire des ouvriers et des basses catégories pour tenter de mieux rémunérer à la fois ses cadres de plus en plus exigeants et les catégories les moins défavorisées. Nous ne disons pas cependant qu'il faut prendre sur le salaire des cadres pour rémunérer les ouvriers, nous disons au contraire qu'il faut prendre l'argent là où il est, dans la poche des capitalistes, il faut le prendre sur leur profit. Les cadres ne gagnent pas trop, ce sont les petits qui ne gagnent pas assez. Mais la justice prolétarienne exige que dans nos revendications nous ne fassions rien qui aggrave la hiérarchie sans une justification correspondante de qualification (relative en fait) et que nous prenions en priorité la défense des plus défavorisés. Il nous faut donc actuellement rectifier la hiérarchie en relevant les bas salaires, non par souci de charité, mais parce que ce sont les plus basses catégories et les ouvriers qui restent, le moyen principal d'extraction directe de la plus-value.

En se maintenant sur le plan catégoriel, on fait de l'économisme pur, on justifie les syndicats patrons comme F.O. et la F.G.A.A.C. (même s'il y a parmi eux d'excellents camarades, mais trompés). On détourne la lutte vers une participation capitaliste. On oublie de remettre en cause ce qui est capital et fondamental : le régime capitaliste, au stade monopoliste d'Etat en France.

NE PAS LESER LES AUTRES CATEGORIES :

Le graphique n° 1 montre avec plus d'évidence les résultats exprimés par les tableaux 1 et 2. Ceci pour les roulants.

Ces propositions de Lille-Délivrance ont l'avantage de faire ressortir qu'avant de proposer le reclassement d'une catégorie, il faut examiner préalablement les conséquences qu'elles peuvent avoir sur les autres catégories, et en particulier sur des catégories qui n'ont pas les mêmes moyens de pression sur le patron que d'autres catégories privilégiées de ce point de vue. Par exemple, une grève des seuls roulants suffit à arrêter tous les trains, et le

patron écoute avec plus d'attention leurs doléances que celles d'autres catégories qui, seules, ne risquent pas de paralyser le réseau avant longtemps, même si chaque cheminot est en définitive, comme une pièce d'une grande horloge. Les dirigeants C.G.T. savent cela et en ont abusé, notamment en septembre, lorsqu'ils ont interdit aux autres cheminots d'entrer dans la grève pour les 40 h, lorsque les roulants sont entrés en action pour la refonte du P4, en septembre 1969. Avec les nouveaux roulements du 11-1-70, on en voit aujourd'hui les piètres résultats.

C'est pourquoi nous publions à titre d'exemple comparatif, le graphique n° 2 (même échelle que le graphique n° 1) qui présente les revendications des catégories employées de bureau, présentées notamment par les camarades C.G.T. de la Méditerranée et du Nord, et qui, bien que modestes à côté de celles de Lille-Délivrance, ont été violemment rejetées comme démagogiques par les bonzes fédéraux que sont les MOREAUX, ARGALON, MASSABIEAUX, contre ses propositions ils ont fait donner à la conférence toute l'artillerie lourde dirigée par PERRAULT qui avait sa démission de la S.N.C.F. dans sa poche (embauché comme



permanent par la C.G.T. dans un Comité d'Entreprise). Or, la C.F.D.T. est d'accord quant à elle pour demander le reclassement des employés principaux à l'échelle 10. MASSABIEAUX ne s'était-il pas distingué par cette phrase maintenant connue des employés de bureaux et qu'il avait prononcée devant les délégués venus lui apprendre au siège fédéral qu'ils venaient « d'arracher 18 % de la prime administrative. 18 % de 35F en moyenne ! ». Il a dit : « C'est de la confiture aux cochons ! ».

Sur ce graphique n° 2 reprenant les propositions de C.G.T. Méditerranée, nous avons ajouté de notre

propre chef, pour l'équilibrer, une proposition de reclassement qui paraît logique pour les E.M.S.T.G. et les E.M. et qui tiendrait compte qu'il ne faut pas écraser davantage les plus basses catégories d'une même filière. Cela ne veut pas dire que nous reprenons ces propositions à notre compte. Mais, nous les donnons comme contribution à la discussion. Le cas des bureaux n'est pris ici qu'à titre d'exemple.

Nous soumettons donc le résultat de notre étude, somme toute assez superficielle, aux camarades de Lille-Délivrance, comme à tous les autres cheminots. Nous ne prétendons pas avoir encore la vérité révélée, mais nous sommes persuadés que les fédérations syndicales de cheminots, de plus en plus coupées des véritables aspirations des masses cheminotes n'ont pas la vérité, c'est sûr, et se font au contraire les propagandistes du mensonge et des intérêts de la S.N.C.F.. La vérité réside actuellement dans les masses cheminotes, et pour notre compte, en dépit des de nos années d'expérience personnelles comme syndicalistes, nous avons d'abord un désir, comme nous l'enseigne le président MAOTSE-TOUNG : « IL FAUT D'ABORD APPRENDRE AUPRES DES MASSES » avant de vouloir les diriger.

Puisque les fédérations syndicales s'entendent si bien pour étouffer les tentatives d'unité à la base, pour étouffer toute discussion, transformons l'HUMANITE ROUGE en Tribune ouverte pour les travailleurs. Cheminots ! adressez-nous de partout vos propositions. Lançons le débat. Reproduisez ces propositions ou mieux diffusez, affichez ces articles de l'Humanité Rouge.

Cheminots préparez-vous à assister à la conférence cheminote prévue à Paris pour le 7 février avec les camarades de FRONT UNI, prenez contact avec les comités de FRONT UNI ou à défaut avec les comités Humanité Rouge qui transmettront. Par ailleurs vous pouvez écrire à Front Uni, 17, rue du Sentier, Paris 2°. Demandez à rencontrer des cheminots syndiqués et organisés. Réalisez l'unité à la base puisque les syndicats ne peuvent pas la faire, et ne la veulent pas. Unissons-nous pour l'action.

APPEL AUX COMITÉS DE BASE CHEMINOTS ! APPEL AUX CHEMINOTS ISOLÉS POUR LA CONFÉRENCE NATIONALE CHEMINOTE

L'H.R. soutient l'initiative de camarades cheminots de réunir une conférence nationale cheminote sous l'égide du journal « Front Uni ».

Cette première réunion permettra une confrontation des points de vue sur les problèmes concernant les cheminots. Organisation de l'action contre le démantèlement de la S.N.C.F., contre les atteintes en cours d'élaboration contre la Caisse de Prévoyance et la Caisse des Retraites. Elaboration et précision des revendications catégorielles en vue d'unir les cheminots. Définition des moyens d'action. Rôle négatif des syndicats, en quoi peuvent-ils encore être utiles et utilisés. Organisation des cheminots par le développement des Comités de base et leur coordination.

Cette réunion aura lieu le 7 février 1970 à Paris. Prendre contact FRONT UNI, 17, rue du Sentier, Paris 2°

qui vous indiqueront le lieu de la réunion par retour du courrier. Dès maintenant reprenez vos congés. Ecrivez au journal, individuellement ou collectivement. L'H.R. appelle tous ses militants et sympathisants à faire connaître cette initiative par voie de tract pour les diffuser parmi les cheminots.

à la discussion avec les de Lille-Délivrance

ERRATUM. Dans l'article page 8 du n° 43 de l'H.R. intitulé « S.N.C.F. : proposition des agents de conduite de Lille-Délivrance », un tableau a été oublié.

Le tableau ci-dessous vient page 8, après la fin de la deuxième colonne qui se termine par «...», voici quelques relevés de salaires de plusieurs échelles d'après la grille des salaires du 1^{er} octobre 1968 (indemnité de résidence 25 % - Paris). Ainsi la première phrase de la première colonne page 9 : « Nos camarades de Lille-Délivrance à partir du tableau ci-dessus... » fait référence à ce tableau oublié.

ÉCHELLES	Essai	1 ^{er} échelon	2 ^{ème} échelon	3 ^{ème} échelon	4 ^{ème} échelon	5 ^{ème} échelon	6 ^{ème} échelon
4A	159	167	175	183	191	199	207
5A	149	157	165	173	181	189	197
6A	156	164	172	180	188	196	204
7A	167	175	183	191	199	207	215
8A	180	188	196	204	212	220	228
T1A	139	147	155	163	171	179	187
T2A	162	170	178	186	194	202	210

Selon Propositions Lille-Délivrance

ÉCHELLES	AU 1.10.68	Propositions Lille-Délivrance	Différence
T1	143,78	211,43	67,65
T2	168,10	258,98	90,88
T3	166,12	332,96	166,84
T4	218,83	370,01	151,18

OBSERVATIONS : 1°) La progression dans chaque échelle est plus forte pour T3 (166,84) et T4 (151,18 F) que pour T2 (90,88) et T1 (67,65). L'écart hiérarchique est ainsi aggravé. 2°) La différence d'augmentation au 1-10-68 entre T4 et T1 était de 218,83 - 143,78 = 75,05 F. Elle devient : 370,01 - 211,43 = 158,58 F.

CONCLUSIONS : Ce tableau fait apparaître un renforcement du paupérisme des T1 et T2 en cours de carrière par rapport aux T3 et T4. Il en découle la nécessité de revoir le système des échelons (prime à l'ancienneté, afin qu'elle ne soit pas hiérarchisée) et que le nombre des échelons doit être réduit.

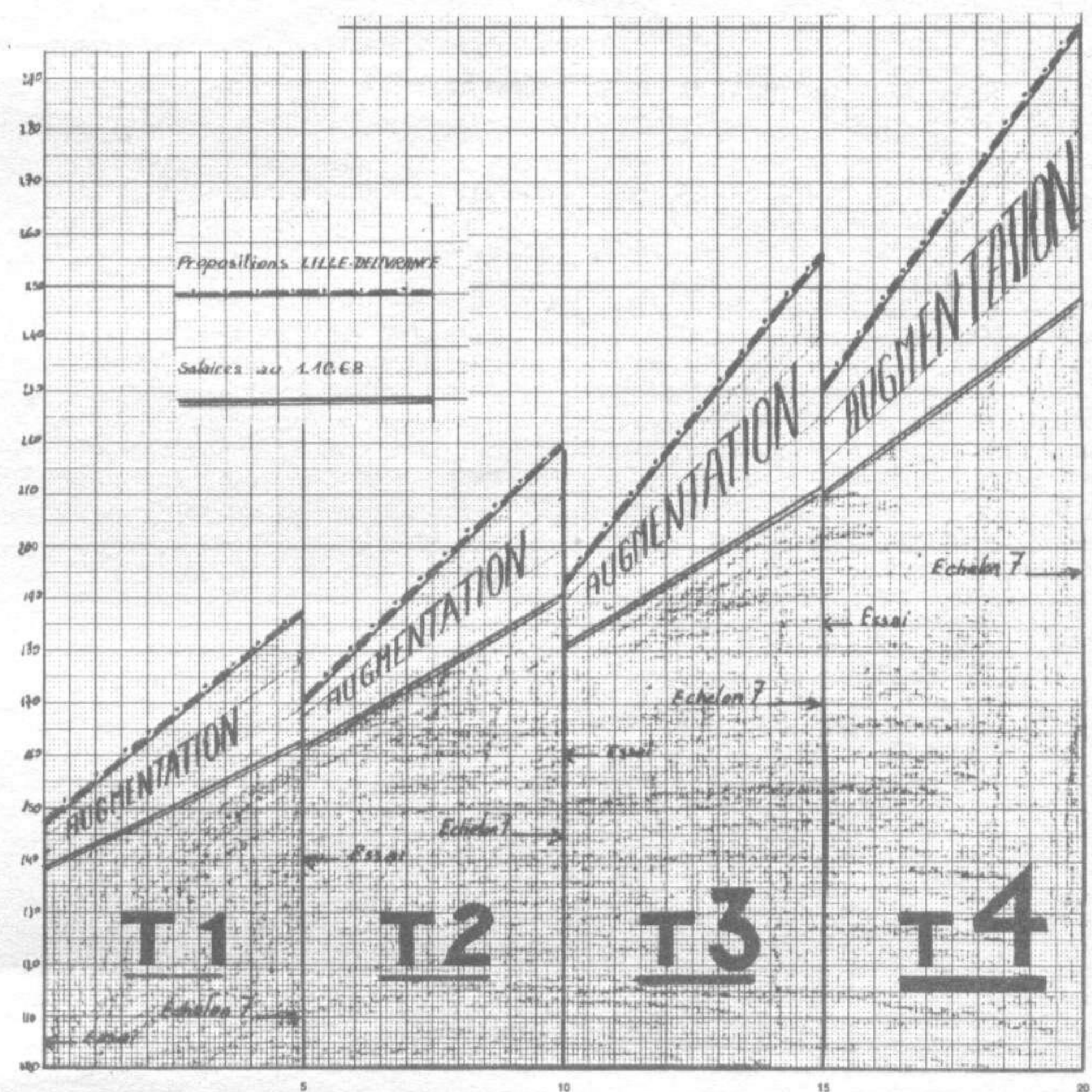
Tableau n°2

PROGRESSION D'UNE ÉCHELLE À L'AUTRE	ESSEAI	1 ^{er} ÉCHELON	2 ^{ème} ÉCHELON	3 ^{ème} ÉCHELON	4 ^{ème} ÉCHELON	5 ^{ème} ÉCHELON	6 ^{ème} ÉCHELON
de T1 à T2	121,57	145,89	116,15	137,38	145,89	121,57	145,89
de T2 à T3	116,15	145,89	144,17	137,38	145,89	116,15	145,89
de T3 à T4	137,38	145,89	190,26	190,26	137,38	145,89	145,89

OBSERVATIONS : Le nouveau système, en début de carrière (essai) n'apporte aucune amélioration pour les T1 et T2 augmentant de grade : 0,01 F et 0,12 F par mois (!). Peu sensible à l'échelon 7, (fin de carrière) pour T1 passant à T2, l'augmentation est plus sensible pour le T2 devenant T3. Donc ce nouveau T3 est très avantageux en fin de carrière. Le T3 devenant T4 est plus favorisé en début de carrière (63,28 F) qu'en fin de carrière (46,62 F) ce qui paraît plus logique. Néanmoins il est remarquable que les T1 et T2 (jeunes agents en général) sont laissés pour compte.

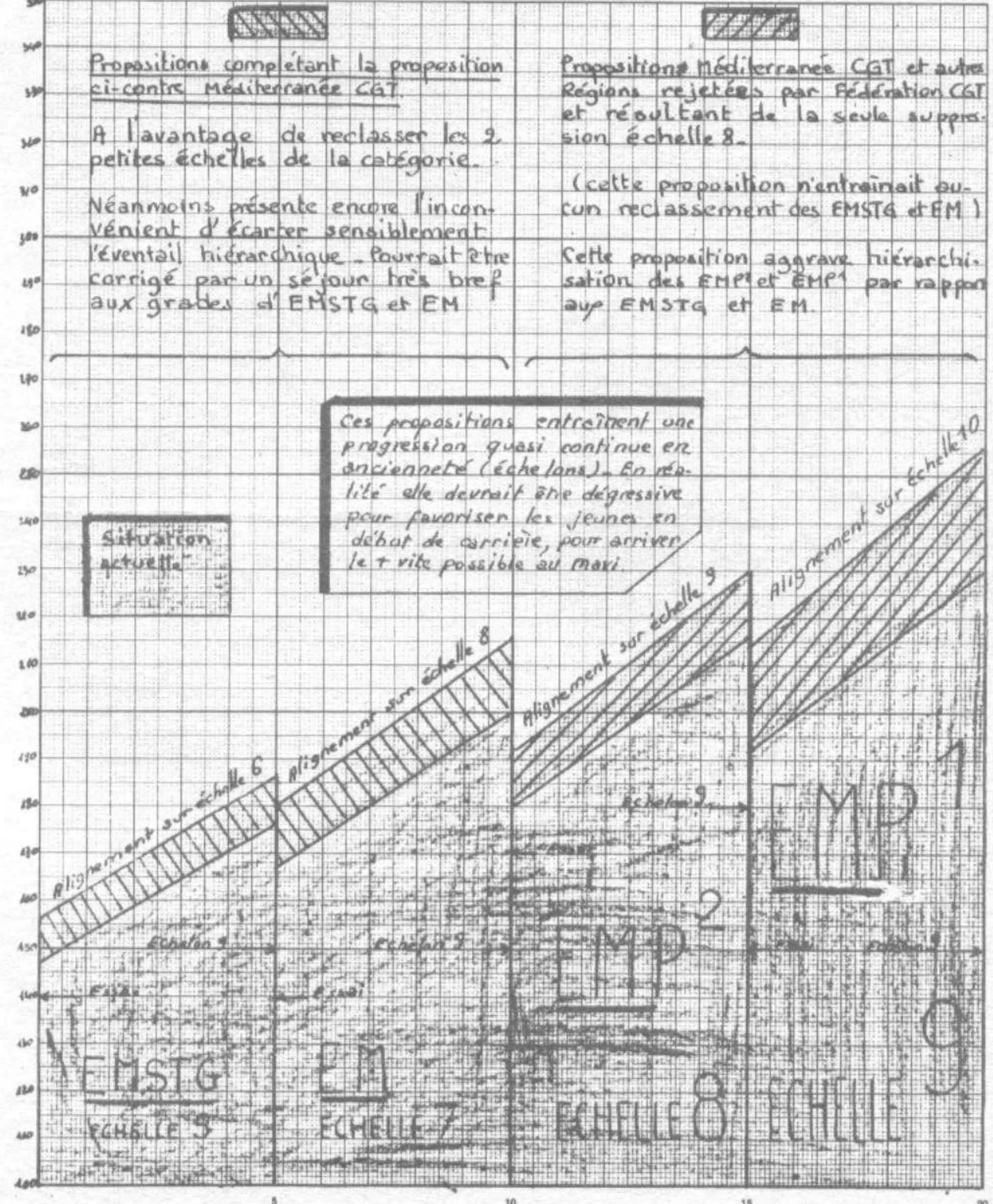
CONCLUSIONS : Ce tableau fait encore apparaître le paupérisme grandissant des T1 et T2, surtout en début de carrière, si l'on accepte les propositions de Lille-Délivrance. Il paraît plus souhaitable de s'orienter vers des recherches qui soient plus équitables du point de vue de la hiérarchie.

SNCF : Discussion des propositions des camarades de LILLE-DELIVRANCE. (graphique n°1)



(graphique n°2)

SNCF : Contribution à la discussion pour une revalorisation de la filière administrative en fonction de la grande réforme en cours et de la modernisation



BOULOGNE-BILLANCOURT : UN BAGNE POUR ENFANTS

On remarque bien que dans un pays capitaliste, ce qui compte, c'est le profit maximum, le prestige, l'honneur de la boîte et non comment guérir les inadaptés.

A Boulogne-Billancourt, il existe un centre privé, subventionné par la S.S. où soit disant on y guérit les enfants sourds et muets en particulier.

Dans cette école, il existe :

— 1° un gros pourcentage d'enfants dislexiques, c'est-à-dire d'enfants qui font de grosses erreurs dans le langage ; ces enfants doivent être pris en rééducation individuelle, pendant leurs heures de classe, environ 1/2 heure par jour dans des cabines ; seulement comme les locaux se font très rares, ils sont souvent pris où il y a de la place, par exemple à la cuisine ou alors pas du tout !

— 2° Une classe d'enfants inadaptés mentaux : en effet la Sécurité sociale envoie un pourcentage d'enfants anormaux dans des centres tel que le nôtre ; MAIS QU'EN DECOULE-T-IL ! Se sont des auxiliaires puéricultrices et même en ce moment une femme de service qui leur fait la classe ; inutile de dire qu'elles n'y connaissent rien ; les enfants sont là pour dormir, se traîner sur le parquet, on s'occupe d'eux juste pour les changer et les faire manger ! C'est là toute la rééducation qu'ils ont ! Pour ne pas rater sous-estimer le patron, ils sont pris 1 fois ou 2 en rééducation individuelle mais c'est vraiment rare !

— 3° Les sourds et muets même ceux que pour les dislexiques.

A LA CANTINE : un verre pour ou 4 gosses...

Les enfants amènent leur « gamelle », ils ont un verre pour 3 ou 4 les couteaux pareils ; il y a encore très peu de temps il fallait s'y rendre en 3 fois, pour le 2° service, on fait chauffer les gamelles, les dernières étaient donc presque froides au moment de servir ; de plus passant devant le chauffe-gamelle, les enfants risquaient à tout instant s'ébouillanter.

C'est pourquoi notre aimable patron, M. MORAND a lâché quelques sous pour racheter 2 chauffes-gamelles au lieu de l'armoire chauffante comme c'était prévu, en disant : Que les gosses bouffent froid, on ne fout mais qu'ils se brûlent c'est une autre chose ». Pensez ! Voilà bien la preuve que les capitalistes tout en voulant gagner de l'argent au maximum, veulent garder leur honneur ; le reste ils s'en foutent !

Pour cela les parents doivent payer maintenant 30 F par mois + 10 F de fournitures ; lorsqu'il y a 2 ou 3 gosses au centre par famille, il faut environ 100 F ; il y a donc pas mal d'enfants de « bonne famille ».

U VA DONC TOUT CET ARGENT ?

Certainement pas pour les femmes de service mais plutôt pour les villas, hôtels et belles D.S. du patron. Quant au bureau de la directrice, tout l'argent qui est passé dans ce luxe aurait pu servir à créer une cour par exemple car les enfants sont enfermés toute la journée dans les classes, le midi il y en a certains qui mangent dans leur classe !

S'il y avait une cantine où on ferait les repas, tous les enfants mangeraient la même chose ; ça n'entreprendrait pas l'égoïsme, l'envie de ceux qui n'ont presque rien devant ceux qui sont gavés ; Mais c'est beaucoup trop en demander aux capitalistes !

Notons que le patron va lâcher un de ces hôtels pour créer une annexe.

LE PERSONNEL :

1) Les femmes de service : Nous sommes les larbins de tout le monde en particulier des rééducatrices, qui, aussi petites bourgeoises qu'elles sont ont peur de se mettre la main dans le « cacà » et font appel à chaque instant aux femmes de service pour nettoyer les enfants ; de plus, on nous fait laver les classes 3 fois par jour.

Le soir, pour les cours particuliers, ce sont encore les femmes de service qui gardent les gosses.

2) Les rééducatrices : il suffit d'avoir un bac ou un examen d'auxiliaire puéricultrice pour être rééducatrice. Lorsqu'elles arrivent, on leur dit : « voilà, vous avez telle classe à vous occuper ».

Dans une classe, on en fait deux qui ne sont même pas séparées par un rideau, il y a une rééducatrice par groupe de 6 ou 7.

3) Les orthophonistes : ce sont elles qui prennent les enfants en cabine pour rééducation individuelle ; elles sont payées 15 F de l'heure et sont très souvent imprégnées d'idées petite bourgeoise.

LA VAGUE DE LICENCIEMENTS :

La chef des rééducatrices disait. L'autre jour : « on n'a plus besoin de Mlle X ». Aujourd'hui, c'est mon tour ; on me dit « vous ne satisfaites plus le service » en se justifiant par de basses calomnies. Le plus grave, c'est que dans cette boîte on ne paie pas plus de 40 h et il se trouve qu'on m'a fait venir plus de 173 h 1/2 dans le mois ; le patron refuse de me les payer en disant que le travail effectif que je faisais n'en valait pas plus. Alors maintenant les heures de présence ne suffisent plus, c'est eux qui décident combien d'heures effectives ils doivent payer !

Il y a aussi trois des bureaux plus l'assistance sociale, qui, soit disant prenait trop à cœur son travail, qui vont être licenciés. De plus, lorsqu'on discute un peu trop avec les enfants sur des sujets bien déterminés, il y a toujours un mouchard pour vendre la mèche. La vraie raison pour laquelle on peut expliquer mon licenciement est que j'ai montré la couleur de mon drapeau. De plus, quelques bras droit du patron m'ont vu vendre notre journal, l'Humanité Rouge.

TOUS LES PATRONS SE VALENT, QU'ILS FASSENT FIGURE DE TIGRE OU D'AGNEAU !

CONTRE LES LOIS AU SERVICE DES PATRONS !

UNE SEULE SOLUTION : L'UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Une militante M.L.

A BAS LA DICTATURE FRANQUISTE !

Le tribunal yankee-franquiste de l'« Ordre » publique va soumettre à des francs de « jugement » nos camarades Encarnacion Formenti Arenar et Pilar Pérez Benito le 19 janvier 1970, ainsi que notre camarade Angle Campillo Fernandez le 24 janvier.

Dans les deux cas, l'unique « délit » dont sont accusés ces trois vaillants anti-franquistes et patriotes est celui d'association « illicite », c'est-à-dire, l'exercice d'un droit légitime. Et pourtant, le Procureur fasciste (en obéissant à des ordres de la Direction Générale de la Sécurité yankee-franquiste) requiert pour eux des peines de 17, 13 et 13 ans de prison respectivement (ce qui donne en total 43 ans de prison).

Nous tenons à souligner que ces nouvelles atrocités de la part du yankee-franquisme coïncident avec le rapprochement diplomatique entre les sociaux-impérialistes russes et la dictature fasciste de Franco, ce qui a été démontré par les récents contacts qu'a eu à Moscou le ministre yankee-franquiste des affaires étrangères, Lopez Bravo (appartenant à la secte inquisitoriale-vaticane Opus Dei) et le vice-ministre soviétique Kovaliev.

Nous adressons un appel ardent et solennel à tous les anti-impérialistes et démocrates afin qu'ils mènent une campagne vigoureuse, systématique et insistante de dénonciation des atrocités yankee-franquistes.

PROCES GUERINI PROCES D'UN RÉGIME

La justice bourgeoise a tenu en haleine l'opinion publique une fois de plus, avec un grand procès : « L'affaire Guérini ». Sans descendre dans les détails et les ramifications de cette affaire criminelle, à base de gangstérisme, de chantage, de trafic de drogue et d'influence, de proxénisme, etc...

Nous pouvons affirmer que la bourgeoisie en est réduite à faire le procès de son propre régime. D'un côté la pègre dorée aux relations politiques certaines, (notamment dans la social-démocratie marseillaise), pègre dorée, riche de centaines de millions glanés dans la boue du vice, dans le truandage multiforme, Seigneurs du « milieu », imposant jusqu'au crime leur « loi » à la loi bourgeoise. De l'autre côté, l'immense majorité de notre peuple, des travailleurs français et immigrés, des vieux usés par le dur labeur, et des jeunes chômeurs révoltés, des femmes archi-exploitées, et des petits paysans ruinés — subissant la dure loi bourgeoise de la répression permanente dans leur travail et leurs conditions de vie, ne connaissant de la « Justice » que la feuille d'impôts, la matraque du flic, la poigne des gardes-chiourmes au chantier ou à l'atelier, l'huissier et les gendarmes à la ville, à la campagne, quand les riches leur volent la terre.

Cette pègre dorée, protégée, organisée au niveau international, ressort telle une tumeur à différentes époques de notre histoire (affaire Ben Barka — affaire Markovitch — etc...). Et toujours les liens intimes, familiaux et sociaux de cette pègre, remontent vers les hautes sphères du régime.

Que nos vieux camarades expliquent aux jeunes l'affaire « Stavy Oustric » d'avant la guerre de 1940. Rien de nouveau sous le soleil — là encore la bourgeoisie reste égale à elle-même, même maladie, même putréfaction.

Pompidou voyait en Mai 68 « la pègre des faubourgs » courir aux barricades, ainsi, les jeunes chômeurs de la banlieue rouge, serrant la main fraternelle des étudiants, répondant à l'appel du vieux sang révolutionnaire de notre peuple, étaient insultés par le gérant de la banque Rotschild, bien dans la tradition ultra-réactionnaire de la bourgeoisie « Louis philiparde ».

En conclusion, le procès Guérini, avec son décorum insultant, ses ténors à effets de manches, sa publicité indécente montre s'il en était encore besoin, où est la véritable pègre : celle des exploiters du peuple.

En ce sens, ce procès est celui du régime, d'un régime condamné par tout ce qu'il a d'honnête, de travailleur et de sain dans notre peuple.

Il n'y aura plus de place pour la pègre dans le régime socialiste de demain.

DUNKERQUE :

ZORINE, AMBASSADEUR DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE RUSSE

Dunkerque : Zorine, ambassadeur d'U.R.S.S. en France, lance le « ONEZHSKIY ZALIV » comme un vulgaire ministre bourgeois.

Samedi à 14 h30, aux chantiers France-Gironde de Dunkerque, le lancement de « ONEZHSKIY ZALIV » (frigorifique construit pour l'U.R.S.S. par le chantier) a été l'occasion pour les travailleurs du chantier et les quelques spectateurs présents, de voir ce qu'était un gros bonnet révisionniste.

Après avoir fait bombance à l'hôtel Henri IV avec tous les exploiters locaux (patrons du chantier, représentants de la Chambre du Commerce et du port autonome), et discuté du développement des échanges commerciaux et des fructueux profits à faire ensemble sur le dos de l'ouvrier français et de l'ouvrier soviétique. Zorine est allé, la panse pleine, lancer « ONEZHSKIY ZALIV ». Il était entouré de tous les fantoches gouvernementaux locaux, dont Calmon responsable local de la police politique du régime (les Renseignements généraux). Et tous ces « beaux messieurs » de plaisanter bruyamment...

La femme de Zorine, engoncée dans un manteau de fourrure, baptisa le bateau sans un mot pour les gars du chantier qui l'ont construit de leur sueur.

Le bateau était lancé, le drapeau rouge flottant à côté du pavillon des exploiters, un drapeau bleu, blanc, rouge avec H.C.F. dessus.

Après le lancement, Zorine s'est bien gardé de se mêler aux camarades de l'équipe de lancement pour les remercier et discuter avec eux. Il a préféré rester avec ses copains Lefol et Calmon, pour « visiter » le port.

Le P.C.F. local n'était pas représenté et aucune agitation sur l'amitié révolutionnaire des peuples français et soviétiques n'était faite, de même que rien, ou presque n'est fait pour l'accueil des marins soviétiques dont de nombreux bateaux mouillent régulièrement à Dunkerque.

Dans la nuit du dimanche, des inscriptions « Zorine-Kossyguine = retour au capitalisme, Staline-Mao = construction du socialisme » étaient peintes sur les murs du chantier ; et lundi matin, un tract était distribué aux portes du chantier. Il expliquait que Zorine était un des nouveaux bourgeois qui avaient pris le pouvoir en U.R.S.S. et organisaient systématiquement le retour au capitalisme.

Calmon envoyait ses sbires cueillir les diffuseurs ; un était pris ainsi qu'une partie des tracts et était gardé 2 h au poste, soi-disant pour examen de situation.

En conclusion : voyons clair sur la clique au pouvoir en U.R.S.S., actuellement, qui s'entend comme larrons en foire avec Pompidou !

Vive l'amitié révolutionnaire des peuples français et soviétiques !

A bas les nouveaux tsars !

ÉTUDES L'HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE, EN AYANT EN TÊTE
NOS TACHES ET NOS PROBLÈMES ACTUELS A RÉSOUDRE!

OSER LUTTER, OSER VAINCRE!

LISEZ L'HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE...

C'est en 1929 que naissait en Albanie le 1^{er} groupe communiste dans la ville de Korce ; un second groupe apparut à Skoder en 1934 et enfin un troisième en 1940 qui s'appela « groupe des jeunes ».

Une longue lutte politique et idéologique se poursuivit entre ces groupes jusqu'en 1941, date à laquelle ils s'unifièrent pour fonder le Parti Communiste d'Albanie.

L'histoire de la lutte entre ces groupes fait apparaître deux lignes, deux voies sur l'attitude que devaient prendre les communistes albanais dans leur révolution : liaison étroite avec les masses et audace dans l'action ou absence de confiance dans les masses, sectarisme replié sur soi, « théorie des cadres ».

LA LUTTE ENTRE DEUX VOIES DANS LES GROUPES COMMUNISTES

« L'absence de confiance dans les masses dominait dans le groupe de Skoder et dans le « groupe des jeunes » ; ces groupes estimaient que « le prolétariat » n'existait pas en Albanie et de ce fait, il n'y avait pas de lutte de classes ; en conséquence il n'existait pas de base pour la formation du parti communiste, et la paysannerie étant par ailleurs conservatrice, réactionnaire ne pouvait devenir l'alliée de la classe ouvrière ».

Leur théorie des cadres découlait de ce point de vue défaitiste sur les potentialités révolutionnaires du peuple.

« Les communistes (selon le groupe de Skoder) avaient pour devoir d'éduquer et de former les cadres qui entreprendraient demain le vaste travail d'agitation parmi les masses populaires, entraîneraient dans leur sillage le prolétariat et prendraient en main la direction de la révolution communiste. C'est avec de tels cadres, théoriquement intruits et formés qu'ils cherchaient à constituer le parti communiste albanais ».

De même la direction du groupe des jeunes « avait fait sienne la théorie trotskiste sur l'éducation et la préservation des cadres. Elle tenait les liens avec les masses et le travail en leur sein pour préjudiciables parce qu'ils exposaient les cadres ! ».

Préparer en serre chaude les cadres pour demain, à l'abri des tempêtes : telle est la ligne que combattit constamment le groupe de Korce avec à sa tête le camarade Enver Hoxha.

C'EST L'ACTION ET LES COMBATS QUI RENFORCENT LE PARTI

Sitôt créé, le parti se donna comme tâche première la liaison avec les masses. Pour cela, le parti commença par un travail de propagande et d'agitation orales et par la presse. Mais cela n'était guère suffisant pour gagner les masses :

« Le parti communiste d'Albanie avait tiré des enseignements très précieux des insuffisances dans le travail des groupes communistes et, dès ses débuts, il s'était clairement rendu compte que les masses ne réussissent à comprendre et à assimiler ce que leur explique le parti ».

Les chapitres 1 et 2 de « l'histoire du Parti du Travail d'Albanie » sont disponibles à l'Humanité Rouge ; chaque volume 2,90 F contre envoi.

LE MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE EN EUROPE SE RENFORCE !

Dan son bilan de fin d'année, radio Tirana a notamment parlé du renforcement des partis et organisations marxistes-léninistes en Europe.

1969 a été pour le mouvement marxiste-léniniste français, italien, suisse, hollandais, suédois, allemand, belge et les mouvements marxistes-léninistes des autres pays d'Europe occidentale, l'année d'une lutte résolue menée pour démasquer les partis révisionnistes, pour renforcer les liens avec la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, pour réaliser les revendications des travailleurs et pour guider le prolétariat dans des batailles de classe. Ils ont démasqué avec force les trahisons des partis révisionnistes et des bonzes syndicaux ainsi que leurs tentatives de saper le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière afin de le maintenir dans le cadre de la légalité bourgeoise, alors même que la bourgeoisie s'est ruée de toutes ses forces contre les droits légitimes du prolétariat.

AUTRICHE

C'est dans une atmosphère d'intensification du mouvement révolutionnaire que s'est tenu le premier congrès du Parti Marxiste-Léniniste d'Autriche.

ESPAGNE

En Espagne, le dernier groupe marxiste-léniniste s'est joint au Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Espagne qui depuis 5 ans porte haut levé le drapeau de la lutte résolue contre la dictature fasciste de Franco et l'impérialisme américain. Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Espagne a étendu son activité presque dans

toutes les régions du pays. Il a guidé avec succès un grand nombre d'actions combattantes de la classe ouvrière et de la jeunesse estudiantine, a dénoncé avec courage les lois extraordinaires de Franco et la trahison de la clique révisionniste de Carillos, a créé les comités anti-impérialistes, les organisations ouvrières de la jeunesse et de la femme, en affrontant avec succès les coups et la terreur fasciste. Le troisième plénum du parti a élaboré un document important concernant le problème des nations d'Espagne ; il a fait une analyse critique de la lutte nationale révolutionnaire menée contre le fascisme et élaboré une résolution sur l'amélioration du style et des méthodes de travail.

FRANCE

Dans les conditions résultant des mesures de dissolution prises à son encontre par le pouvoir bourgeois effrayé par la tempête révolutionnaire de Mai-Juin 1968, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France s'est montré apte à agir à la fois dans les conditions de la légalité bourgeoise et dans celles de l'illégalité. Il a poursuivi avec détermination sa lutte pour dénoncer inlassablement dans les rangs de la classe ouvrière la trahison de la ligne révisionniste par la direction du parti révisionniste de Waldeck-Rochet, celui-ci n'offre pour toute perspective aux travailleurs français une démocratie plus avancée au travers d'une alliance sans principe et dérisoire avec l'ancienne S.F.I.O. moribonde. Le

qu'à l'épreuve des faits, des multiples actions concrètes qui répondent directement à leurs exigences, à leurs intérêts et à leurs aspirations... Le Comité Central recommandait aux Comités Régionaux du parti de multiplier autant que possible leurs actions politiques et de combat, manifestations antifascistes, grèves, actes de sabotage, actions armées, etc... en tant que principaux moyens de renforcer le parti et de le rattacher aux masses. Il demandait aux communistes de s'ériger en exemples de vaillance, de résolution et de dévouement au peuple et à la patrie ».

Car, dit la résolution de la première conférence consultative des cadres actifs du parti communiste d'Albanie « sans action, il ne peut y avoir de parti communiste... Ce qui fait croire et renforce le Parti, c'est l'action et les combats, nous ne pouvons nous lier au peuple si nous ne lui démontrons pas que nous sommes capables de le guider ».

Cette ligne conséquente rejette catégoriquement la théorie des cadres élaborée par le groupe de Skoder et le groupe des jeunes :

« Tout en demandant aux communistes qu'ils maintiennent une rigoureuse clandestinité, la réunion (des groupes communistes) soulignait également que cela devait être correctement compris et ne pas susciter une limitation de l'activité parmi les masses : « Nous travaillons dans la clandestinité pour protéger notre organisation contre l'ennemi et non pas pour nous cacher derrière un voile et nous replier sur nous-mêmes ».

AVOIR CONFIANCE DANS LE PARTI, AVOIR CONFIANCE DANS LES MASSES...

... et lier indissolublement le parti aux masses : telle est la leçon essentielle qui se dégage de l'histoire du Parti du Travail d'Albanie.

Le parti communiste a pour vocation de diriger les luttes du peuple. Sans un parti centralisé et discipliné, il est impossible que les différents détachements du peuple marchent d'un même pas et frappent en même temps l'ennemi. Sans le parti, la lutte spontanée des masses contre l'oppression reste émietlée et, unité par unité, la réaction arrive à écraser les révoltes.

D'autre part le parti est un outil pour la lutte, un outil qui se forge dans la lutte. C'est en nageant qu'on apprend à nager et c'est dans les combats que le parti se développe et se renforce : « Le parti communiste d'Albanie n'a pas attendu d'avoir d'abord appris la théorie marxiste-léniniste pour se jeter dans la lutte. Cette théorie, il l'a à la fois apprise et appliquée fidèlement et de façon créatrice dans le feu de la lutte, dans les situations les plus complexes ».

A sa création, en 1941, le parti communiste d'Albanie ne comptait pas plus de 200 membres. Mais grâce à la juste direction d'Enver Hoxha, grâce à sa juste ligne politique, grâce au bon style de travail et à l'audace de ses militants, le parti communiste d'Albanie mena en trois années le peuple à la victoire totale contre le fascisme et à l'instauration d'une démocratie populaire.

Les citations sont extraites des deux premiers chapitres de l'histoire du P.T.A. (brochures supplément à l'Humanité Rouge).

Cette fin de l'année 1969 coïncide en France avec le deuxième anniversaire de la création du parti communiste marxiste-léniniste de France organisation « dissoute » par la bourgeoisie en juin 1968.

P.C.M.L.F. a poursuivi sa lutte et son travail d'explication dans les usines et sur les chantiers pour démasquer le rôle de saboteurs de la volonté de lutte des travailleurs et de briseurs de grève joués par les bonzes syndicaux de la C.G.T. révisionniste et de leurs acolytes réformistes. Dans ce combat, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France a du faire face à la répression bourgeoise et aux nervis envoyés par les dirigeants révisionnistes qui ont dégénéré sur les plans politiques, idéologiques et organisationnels, et ne reculent pas devant la violence fasciste pour combattre ceux qui portent haut le drapeau du marxisme-léninisme, le drapeau de la révolution socialiste. Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France mène sa lutte sous le mot d'ordre « classe contre classe contre l'état des monopoles ».

ITALIE

Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Italie a dirigé avec succès plusieurs actions de la classe ouvrière et a formé des comités de lutte dans les centres de travail et de production.

HOLLANDE et DANEMARK

Le Parti Marxiste-Léniniste de Hollande et la Ligue Communiste de Danemark Marxiste-Léniniste ont mené leur lutte politique contre le pouvoir des monopoles capitalistes pour renverser au moyen de la violence l'ordre existant bourgeois.

BIAFRA : 2 MILLIONS DE MORTS POUR DU PÉTROLE !



Après plus de trente mois de guerre, l'armée des sécessionnistes biafrais, soutenue par les colonialistes portugais, les racistes sud-africains et rhodésiens et les néo-colonialistes français vient d'être écrasée.

Les vainqueurs ? L'armée fédérale nigériane, c'est-à-dire la coalition des féodaux musulmans de la Nigéria du Nord et des chefs coutumiers réactionnaires de l'Ouest, soutenue par les impérialistes britanniques et américains et le social-impérialisme russe.

Le prix de ce massacre ? 1 500 000 à 2 millions de morts... combats, épidémie, famine. Plus de victimes que la guerre d'Espagne !

Les impérialistes seuls responsables.

Le Nigéria n'est pas une nation, ce n'est pas un pays qui se soit construit au cours de l'histoire. Ses frontières, comme celles de tous les états d'Afrique Noire ont été déterminées par des traités entre puissances impérialistes (Grande-Bretagne, France, Allemagne), et elles contiennent des populations très différentes les unes des autres.

Les impérialistes ont utilisé ces disparités pour créer des antagonismes, selon le principe « diviser pour régner », pour dresser les uns contre les autres des peuples frères.

Une odeur de pétrole.

Mais les peuples de la Nigéria n'étaient pas au bout de leurs souffrances : la découverte d'importants gisements de pétrole allait attirer de nouveaux rapaces dans leur pays. Ces gisements énormes se situent dans ce qu'on allait appeler le Biafra.

Les anglais s'appuient sur les féodaux musulmans du Nord. Les français, qui ont réussi à s'octroyer 20 % des actions des puits de pétrole du Biafra (groupe « Elf ») s'appuient sur la bourgeoisie Ibo qui domine cette région. Les américains, eux, jouent sur les deux tableaux. Les russes jouent la même carte que les anglais.

En 1966 commence une période sombre : les impérialistes poussent les peuples de la Nigéria à s'entre-tuer.

En avril 1967, la bourgeoisie Ibo du Biafra, sur le conseil de l'impérialisme français, fait sécession. C'est le début de la guerre atroce.

Marchands de canons.

Un autre aspect révoltant de ce conflit, c'est les profits des divers marchands de canons, qui exploitent la situation pour faire des bénéfices monstrueux. Un colonel polonais n'hésitera pas à déclarer dans « Trybuna Ludu », journal révisionniste polonais, que la victoire des troupes fédérales était une victoire du camp socialiste, car les biafrais n'ont été dominés qu'à partir du moment où les russes ont livré des armes aux nigériens ! Quel cynisme !

Le bilan de la sécession s'établit donc ainsi :

— la région la plus riche de la Nigéria dévastée et dépeuplée,

— le pouvoir accru des féodaux et des militaires, sur l'ensemble du pays,

— la dépendance accrue de celui-ci à l'égard de l'impérialisme et du social-impérialisme.

Les larmes de crocodile des impérialistes.

Comment ne pas avoir le cœur serré devant la tragédie du Biafra ? Mais aussi comment ne pas serrer les poings devant le spectacle odieux d'impérialistes et de colonialistes pantés, versant des larmes sur les morts du Biafra.

Ainsi, le gouvernement gaulliste, après avoir prolongé de 4 années la guerre d'Algérie, noyé dans le sang la révolte des peuples de Djibouti, de la Martinique et de la Guadeloupe, entame une nouvelle guerre coloniale au Tchad, ose s'apitoyer hypocritement sur le sort des biafrais.

A tous ces gens de S.A.C. et de corde, nous disons « pas cela et pas vous ! ».

Les clameurs des sociaux impérialistes.

La clique de Brejnev et ses échos français se réjouissent de ce qu'ils appellent une victoire des forces progressistes.

De tels élucubrations montrent que cette clique se comporte de plus en plus comme une bande de brigands impérialistes, toujours prêts à habiller de « nobles » motifs idéologiques, leur sordide politique hégémonique de grande puissance.

Quant au secrétaire de l'O.N.U., U. Thant, toujours empressé à justifier les entreprises criminelles des puissances impérialistes, il a déguisé sa servilité en « souci de ne tolérer aucune sécession » chez un état membre.

On verra ce qu'il restera de cette belle résolution lorsque, par exem-

ple, le peuple érythréen se révoltera contre l'autocratie éthiopienne.

Mais faisons lui confiance, comme tout pantin, il saura, encore une fois retomber sur ses pattes.

Les perspectives.

Même ravagé par les guerres, le Nigéria reste l'état le plus puissant de l'Afrique Noire, avec une industrie relativement développée et un prolétariat nombreux et organisé. En pleine guerre civile, le 18 septembre et le 20 novembre 1969, ce prolétariat s'est soulevé contre le gouvernement réactionnaire nigérien à Ilorin, Ibadan, Lagos, la capitale et de nombreuses autres villes. La répression a fait officiellement des dizaines de morts et des centaines de blessés. Ses ennemis sont les mêmes que ceux du peuple Ibo.

Les éléments les plus avancés des peuples de la Nigéria, y compris les Ibos n'ont pas de tâche plus urgente que de structurer à l'échelle nationale, une avant-garde révolutionnaire qui se fixera pour but de renverser le pouvoir des bourgeoisies du Sud et des féodalités du Nord, de libérer le pays de la domination du néo-colonialisme et du social-impérialisme russe et d'établir le pouvoir du peuple.

BELGIQUE : VIVE LA GRÈVE "SAUVAGE" DU LIMBOURG !

Dix-huit mille mineurs du bassin de Campine se sont mis en grève pour leurs salaires, pour leurs conditions de vie et aussi contre la sordide menace que le régime fait peser sur eux par la perspective d'une production volontairement diminuée et d'un programme de fermeture.

Les électriciens de Chertal se sont mis en grève également pour leurs salaires, leurs conditions de vie, leur emploi et au bout du compte, contre un régime qui veut que les trusts ne cessent d'enfler, comme fruits de l'exploitation des travailleurs.

Au Limbourg, les dirigeants syndicaux freinaient, voulaient temporiser ; c'étaient des conversations entre partenaires sociaux, les entretiens mondains avec le grand capital, les oraisons sans fin à la bonne CECA américaine. Les mineurs ont balayé tout cela. Ils ont frappé vite, juste et bien.

A Chertal, le grotesque a confiné au sublime. Les dirigeants syndicaux avaient remis un préavis selon toutes les règles de la légalité bourgeoise et de la bienséance collaboratrice. Les patrons n'ont rien accordé, ont proposé des brouilles. Et les dirigeants syndicaux ont voulu aller au devant de leurs désirs. Faute de retirer le préavis, ils en postposaient les effets ! Alors, les travailleurs se sont mis en colère, ils ont bousculé les compères syndicaux et ont posé le problème sur ses pieds. C'est à eux de décider et à personne d'autre à leur place. Ils se sont réunis, ont voté la grève et ont occupé l'usine. Comme cela, les choses sont claires, et bien claires.

Grève sauvage. Le terme est largement employé. Mais qu'est-ce qui est sauvage, vraiment sauvage ? L'exploitation capitaliste est-elle civilisée ? Est-ce civilisé, les salaires insuffisants, la pratique des heures supplémentaires ? Est-ce civilisé, les cadences infernales ? Et la hausse du coût de la

vie ? Tout cela serait le fait de gens raffinés, polis. Mais la pratique de la légitime défense par le prolétariat exploité, dupé, opprimé, cela serait sauvage. Ah non, c'est trop facile !

Les travailleurs se rendent compte de plus en plus nettement que la légalité bourgeoise n'est pas faite pour eux mais contre eux, pour le grand capital. Ils n'ont pas à la respecter ; au contraire ils ont toutes les raisons de la détruire, de l'anéantir.

Pourquoi les travailleurs devraient-ils émousser une de leurs armes principales, la grève, par le jeu des préavis, des pourparlers et des conciliations ? Le préavis de grève permet au patron d'organiser sa résistance, de prévoir des substituts, de mettre au point dans la coulisse la tactique à suivre. Le préavis de grève permet aux dirigeants syndicaux de diviser, de faire pression sur les plus faibles, de présenter sous des couleurs riantes la camelote patronale. Le préavis de grève permet à l'ennemi de classe de se retourner, d'accumuler des munitions. Le préavis de grève est tout entier nuisible aux travailleurs.

La grève dite sauvage a fait ses preuves en France et en Italie au cours des derniers mois. C'est une méthode de lutte qui va s'amplifier et s'avérer efficace car elle rétrécit singulièrement le champ de manœuvre du patron et des dirigeants syndicaux.

Mais pour qu'elle soit tout à fait efficace, il faut qu'elle se complète par l'organisation d'une solide unité à la base. Il faut qu'elle soit l'occasion de la constitution de comités de lutte syndicale, s'inspirant (dans d'autres conditions, selon d'autres modalités) de la si riche expérience des CLS de l'occupation. Car c'est toujours à la même conclusion qu'on en vient. Divisés, les ouvriers ne sont rien.

Unis à la base et dans l'action, ils peuvent remporter toutes les victoires !

Extrait de « Clarté » organe du P.C.M.L. de Belgique.

*Morts
pour les banquiers
de Londres, Paris,
Wall-Street,
... Moscou*

Le courrier de nos lecteurs

Après la parution dans le n° 42 d'une lettre de lecteurs, nous avons reçu un abondant courrier.

On peut classer les lettres de nos lecteurs en deux catégories : les uns approuvent sans réserve notre initiative de publier cette lettre et nous encourageant à écrire dans un style franc et agressif. D'autres reconnaissent qu'il y a du vrai dans les critiques concernant le style de H.R., mais qu'il ne faut pas tomber dans les excès. Ces deux réactions ne sont pas incompatibles. Notre correspondant du n° 42 insistait bien sur le fait qu'il ne faut pas tomber dans les outrances d'un style « Cause du Peuple ». Sans nul doute, en protestant contre le style stéréotypé dans H.R., ils ont un peu « tendu le bâton dans l'autre sens ».

Par exemple, lorsque les camarades d'Orly disent « après tout, nous sommes ce que nous sommes » ils reprennent à tort à leur compte l'image que la bourgeoisie veut donner aux ouvriers : « gros bras, petite tête ! ». De même, le problème n'est pas de choisir entre « en avant pour une démocratie populaire » et « pendons-les par les couilles ! », mais de faire passer dans la vie, dans de multiples articles vivants, notre ligue de Front Uni (Cf. Sur ce point, l'extrait de la lettre d'Orly ville publié ci-dessous).

Beaucoup de lecteurs nous expliquent, d'autre part, qu'ils ont eu du mal à suivre la série d'articles « En avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat » sous forme de feuilleton.

Dans le but de les expliquer, dès leur parution en brochure, nous nous efforcerons d'en reprendre un certain nombre de points sous forme d'articles séparés.

Le fait que ce débat soit engagé prouve que notre journal doit être vivant et qu'il ne progresse que par la critique.

Au sujet de l'édito du n° 42, c'est un travailleur qui l'a rédigé ; il venait d'aller voir le « foyer » d'Aubervilliers et sans nul doute les termes peu aimables qu'il réservait à la bourgeoisie et aux chefs révisos (pas aux militants de base) était l'expression d'une colère de classe.

Nous continuerons à donner la parole à nos lecteurs et correspondants car nous ne pouvons progresser que de cette façon.

Dans l'immédiat, nous publierons des articles sur la santé, le logement et une série d'articles sur le socialisme en Chine.

Correspondants C.D.H.R., à vos plumes pour que ces articles reflètent comment sont logés et soignés les travailleurs en France.

« H.R. »

Nice, le 12 janvier 1970.

Chers camarades,

Nous trouvons que la réponse du comité de rédaction aux camarades d'Orly est tout à fait insuffisante.

D'abord nous pensons que le style de la CdP n'a rien à voir avec le langage populaire. Quand les camarades d'Orly écrivent : « même si ça frise la vulgarité, après tout, nous sommes ce que nous sommes », ils adoptent le point de vue de la bourgeoisie, qui pense en effet que les ouvriers sont ce qu'ils sont, c'est-à-dire pas grand chose, etc...

Les articles « en avant vers une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat » ne satisfont pas les besoins des intellectuels mais ceux de tous les militants de l'organisation d'avant garde marxiste léniniste de France. Ces articles tracent la ligne marxiste léniniste pour les années à venir, et comment avancer dans le travail militant sans une ligne politique claire ? « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». Si ces articles demandent une étude, c'est maintenant le rôle de tous les militants de les populariser, d'en expliquer inlassablement le contenu, et de les enrichir. Que les camarades relisent les textes de Lénine, lorsqu'il s'adressait à la classe ouvrière russe dans la Pravda, est ce qu'il disait : « Ah les mecs, y en a marre de cette vie de cons ! Cassons la gueule au Tzar ! Kornilov nous bourre le crâne, bourrons lui la gueule ! Pendons-le par les couilles, etc... »

Il y a des ouvriers d'avant garde, des ouvriers à un niveau de conscience intermédiaire, et la masse qui n'a pas encore pris conscience ; le rôle d'un journal révolutionnaire est d'élever peu à peu la masse au niveau des ouvriers d'avant garde, et non pas d'abaisser le journal au niveau de ceux qui n'ont pas encore pris conscience, abandonnant ainsi le rôle d'une avant garde !

Nous pensons que des extraits des journaux de comités de base, relatant des faits précis tirés de la vie quotidienne, les luttes menées par ces comités de base devraient paraître régulièrement dans le journal, et occuper au moins 5 à 6 pages. Ces articles devraient raconter comment ces comités de base se sont formés et développés. NOUS PENSONS QUE C'EST AINSI, ET NON EN SINGEANT LE STYLE CdP, QUE LE JOURNAL SERA VÉRITABLEMENT INTÉRESSANT POUR LES TRAVAILLEURS. Par contre, nous pensons qu'il faut réduire la partie « internationale » et messages officiels, du journal, car ces articles de politique étrangère intéressent moins directement les travailleurs.

LES CDHR,
Nice.

« Nous ne sommes pas d'accord avec la conclusion des C.D.H.R. de Nice. Les articles de politique étrangère doivent être compréhensibles aux travailleurs. Ce n'est pas en les réduisant ou en les supprimant que l'on donnera aux lecteurs une vision claire de la situation mondiale, des crimes de l'impérialisme et de la construction du socialisme.

Ce conseil est en contradiction avec le reproche qui est fait aux lecteurs d'Orly de négliger la théorie. Un journal accessible à tous les travailleurs ne doit pas seulement se borner aux comités de base, mais expliquer tous les problèmes des travailleurs et notamment ce qui concerne l'internationalisme prolétarien.

H.R.

Dans un journal communiste, on doit aussi trouver l'explication de nos mots d'ordre. La série sur la Démocratie Populaire nous a semblé nécessaire. Mais mal présentée dans le journal. A eux seuls ces articles ne suffisent pas. S'ils constituent un matériau extrêmement riche pour l'éducation des militants, ils paraissent trop abstraits à certains, surtout des camarades ouvriers, qui les rejettent en bloc. Le travail des cercles était de prendre en main cette étude, de la faciliter pour que tous y participent. Mais il aurait fallu (il n'est pas trop tard) éclaircir cette série d'articles par d'autres plus proches de l'analyse concrète : nous avons trouvé un très bon exemple dans le journal, l'article sur le C.I.D. — mais cela est resté trop limite. Si nous parvenons à corriger le journal dans ce sens nous aurons un meilleur outil de travail, plus proche des préoccupations des masses.

C.D.H.R.

Orly-Ville.

Chers camarades,

Je rejoins tout à fait l'opinion exprimée par les camarades d'Orly aéroport. Notre H.R. ne donne pas assez le reflet de la bagarre dans une usine. Dans une usine c'est souvent que la colère fait serrer les poings comme quand le chef gueule 20 fois par jour parce que « la production » n'est pas atteinte. C'est bien là qu'on sent la lutte de classe. A la fin de la journée on a mal aux reins et aux mains ; et surtout on a une sacrée boule dans la poitrine due à l'envie de se battre, de refuser un bon coup de travailler comme des brutes. Parfois malgré le niveau de conscience et la science de la lutte acquise par des centaines d'années d'expérience on en arrive à avoir envie de casser la machine, d'assommer le contre-maître alors qu'on sait bien que ce n'est pas là la source même du mal. On ne sent

pas assez bien toute cette vie quotidienne de la lutte dans l'H.R., ses articles sont un peu froids et comme vous le critiquez, nous-mêmes ils ne sont pas bien compréhensibles par l'ensemble des travailleurs. Bien sûr c'est notre faute à tous, car bien heureusement on sait bien que l'H.R. n'est pas écrite par quelques « penseurs énigmatiques » mais qu'elle est bien la tribune des travailleurs communistes.

Je tâcherai donc dès que possible de vous envoyer un petit article sur ma boîte en y mettant toute la haine de classe qui bouillonne au fond du cœur de plus en plus d'ouvriers.

Que l'H.R. prenne un style vraiment populaire qui la rende partout diffusable : voilà le but.

Salutations fraternelles.
Un jeune ouvrier communiste de Lyon.

« Chers camarades,

J'ai été étonné d'avoir lu dans HR n° 42 « El Fath vaincre ». Avancer un tel mot d'ordre pour commémorer l'anniversaire de la création d'une organisation palestinienne n'est pas juste, car cela signifie qu'El Fath joue actuellement le même rôle que le FNL au Vietnam : rôle de direction et d'unification révolutionnaire.

Or El Fath n'est pas la seule organisation qui mène la lutte contre le sionisme et l'impérialisme et qui ait avancé un programme politique. (...)

Dans cet article vous auriez dû juste mentionner « El Fath a cinq ans » et rappeler que d'autres organisations palestiniennes ont vu le jour depuis.

Salutations marxistes léninistes »

UN LECTEUR DE MELUN.

Paris le 10-1-70

Chers camarades,

Bravo pour le style prolétarien de l'édito du n° 42 et les titres et intertitres du journal qui deviennent plus vivants. Nous sommes d'accord avec la lettre des camarades d'Orly traitant du style de H.R. mais nous pensons qu'ils ont raison d'insister sur le danger de ne pas tomber dans les excès de la « cause du peuple », car les excès verbaux ont souvent pour résultat de soulever la méfiance des travailleurs.

nous pouvons avoir un style très offensif et enthousiaste sans pour autant tomber dans la vulgarité.

D'autre part nous avons une critique à formuler à propos de l'enterrement de nos frères de classe africains. Nous pensons que suite à l'édito, il aurait fallu demander à tous les militants de se mobiliser pour l'enterrement. En effet, il y avait plusieurs centaines de travailleurs africains et nous n'étions que très peu venus sur notre initiative personnelle ou celle de notre comité H.R.

Recevez, chers camarades nos meilleures salutations marxistes léninistes.

Comité H.R. du 2°.

Au Comité de rédaction :

— Les « lettres » du n° 42 sont vraiment excellentes. Il est vrai que souvent les militants eux-mêmes avaient de la difficulté à lire l'H.R. ; et que nos lecteurs n'éprouvaient pas une forte envie de reprendre chaque semaine le journal.

Nous avions critiqué dans une récente lettre la tendance intellectualiste, et le fait qu'on ne parlait pas assez de la classe ouvrière.

Et c'est un problème essentiel : se lier aux masses est CAPITAL pour nous ; à ce propos il faut que l'H.R. fasse un effort permanent en ce sens. Il nous semblerait juste et intéressant de publier un extrait de Dimitrov (œuvres choisies. Editions Sociales, page 141-142) où il raconte une réunion en Allemagne, avant la prise du pouvoir par Hitler, au sujet des chômeurs : le nazi en parlant des problèmes des chômeurs dans un langage démagogique mais simple se fait applaudir. Le communiste qui prend la parole lit presque un appel de l'Internationale C... ; style compliqué, loin des problèmes des chômeurs ; il n'est pas du tout écouté, même si ce qu'il dit est juste...

Ces deux pages de Dimitrov sont d'une aide très précieuse pour tout le style de travail en général. Elles sont très significatives et devraient être publiées rapidement.

— Le fait que vous teniez compte des critiques, des suggestions renforce la confiance et donc la combativité des camarades.

— Ce n° 42 marque un gros progrès ; on y sent la lutte de cœur de la classe ouvrière. C'est sur ce thème d'unir la classe ouvrière sur ses positions de classe qu'il faut axer l'H.R...

Les exemples des comités de cheminots, et surtout cette forme d'article de discussion sont très intéressants.

— Certains camarades pensent qu'il manque des (courts) articles sur les manœuvres révisionnistes permanentes ; en fait sur les problèmes du moment : Garandy ? La préparation du congrès du P. « C » F. ? l'attitude de Seguy à l'E.D.F. ? Rocard « le suédois » ?

Peut-être faudrait-il une rubrique (comme les lettres dans le monde) donnant rapidement nos réflexions sur la politique intérieure.

En réservant l'éditorial pour les luttes de classe, problème principal pour nous en ce moment.

— La rubrique le « courrier des lecteurs » est très importante car c'est elle qui rend VIVANT un journal, qui, si on suscite les critiques et les suggestions, doit nous permettre de

voir les problèmes que se posent les lecteurs.

Il faudrait que cette rubrique y soit dans chaque numéro.

Un lecteur de Montpellier.

Marseille, le 15-1-70

Chers camarades,

La lecture dans le n° 42 de l'H.R. d'une lettre de camarade ouvrier au sujet du style de l'H.R. appelle de notre part quelques remarques.

Nous constatons en effet dans cette lettre :

1° Le désir louable de faire de l'H.R. un véritable journal de masse, lisible par tous les travailleurs et pas seulement par les intellectuels et les travailleurs avancés.

2° L'opinion beaucoup plus discutable que le style du journal « La Cause du Peuple » dont un exemple est donné : « Patrons nous vous pendrons par les couilles », (on aurait pu aussi citer : « Patrons nous vous cracherons dans la gueule... » « Prisunic nous vole, volons Prisunic... » etc.) serait meilleur, plus agréable à lire, plus compréhensible par les masses.

Nous pensons pour notre part que ces camarades partent d'une idée juste pour en arriver à une conclusion fautive. Notre opinion est sur notre expérience de diffuseurs de l'H.R. au porte à porte (30 à 40 n° par semaine) dans un quartier ouvrier à Marseille.

Il est vrai que beaucoup de nos lecteurs ouvriers ne lisent pas tout, notre journal, mais seulement certains articles (principalement les pages ouvrières). Certains sont manifestement d'un abord plus difficile. Peu de travailleurs, en effet, ont lu la série d'articles « En avant pour une démocratie populaire... » (ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas lu certains de ces articles). Fallait-il cependant ne pas publier ce texte ? Non ! car il s'agit d'abord de la ligne politique du journal. Non ! car en l'absence bien regrettable d'une revue théorique ce document constitue un texte d'étude de premier ordre pour les militants et les travailleurs d'avant garde.

Si nos lecteurs ouvriers restent fidèles au journal (pourtant il ne s'agit en général pas d'éléments d'avant garde) c'est qu'ils y trouvent des articles très simples qui les intéressent un des derniers en date est l'article sur le Comité de base de St-Chamond).

Nous sommes bien d'accord notre journal doit avoir un style plus simple, plus concret, il doit éviter les formules toutes faites et le style stéréotypé. (...)

Le camarade Mao Tsé Toung dans les causeries pour les rédacteurs du Chansi-Souéyan ne dit pas qu'il faut adopter un style ordurier, outrancier comme celui de « la Cause du Peuple ». Les insultes, les cris hystériques n'ont jamais remplacé auprès des travailleurs les explications.

C.D.H.R.
MARSEILLE.

POUR FAIRE DÉRAILLER LE NOUVEAU TRAIN DES HAUSSES :

ACTION DES MASSES !

Après avoir annoncé de manière démagogique, que la vie économique était stabilisée, l'équipe gouvernementale Pompidou - Chalban - Giscard, entre un banquet de P.D.G. et une chasse à Chambord, a donné le feu vert aux augmentations des biens essentiels à la vie du peuple pour 1970. augmentations en cascades : (Transports publics, carburants, automobiles, produits alimentaires de grande consommation — taxes nouvelles de toutes sortes).

D'autre part, le préfet Grimaud s'est lamenté que les transports en commun sont délaissés par les usagers, que le « déficit » est toujours plus grand, que les autobus vont toujours moins vite, etc...

Vraiment, nos capitalistes accordent mal leurs violons. Au moment où Grimaud déplore que les Parisiens en aient assez du bus, voici que les autres éminences de la même clique font passer le prix du carnet de 6 F à 7 F (augmentation de 17 % !). Or, l'on prévoit en juillet une nouvelle augmentation, pour le mettre à 8 F. De mauvais esprits « subversifs » vont même jusqu'à penser que le prix du carnet atteindrait 10 F.

Est-ce donc inévitable ?

Les usines sur le pas de la porte, les transports, les transports collectifs organisés dans l'intérêt du peuple, on ne pourra les faire que dans un Etat socialiste. Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut rester inactif !

Comment protester contre une hausse ?

Les révisionnistes et les réformistes de tout poil s'emparent des hausses pour protester de façon symbolique.

Leur solution c'est toujours la « démocratie avancée » ou « à la suédoise » qui déposséderait « en douceur » les monopoles. Leurs solutions contre la hausse, ce sont les discours électoralistes.

Pétitions, écrits aux députés, pleurnicheries ne servent à rien ! Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent riposter vigoureusement !

Les employés de la R.A.T.P., de la S.N.C.F., savent bien que le pouvoir des monopoles leur refuse des augmentations de salaires, refusent de satisfaire leurs revendications.

Soi-disant, ils ne peuvent pas ! Mais ils augmentent de façon exorbitante le prix des billets.



Dessin paru dans « Clarté », organe du P.C.M.L. de Belgique.

Qui donc prend le métro et les autobus ? Sans doute pas M. Rotschild qui lui aurait de quoi payer l'augmentation ?

Comme toujours sous le joug du capitalisme, c'est la classe ouvrière et les autres couches exploitées par les monopoles, les petits employés, etc... qui sont prévus pour faire les frais de l'histoire.

Les travailleurs qui n'ont d'autre ressource que de vendre leur force de travail aux capitalistes sont de plus obligés d'aller la vendre très loin. D'où les transports harassants qui prennent 1 heure, 2 heures par jour à l'ouvrier, d'où le prix des transports qui augmente car pour subsister les usagers des transports en commun sont obligés d'y avoir recours.

Non ! Cela ne sera pas éternellement comme ça. L'exigence des travailleurs, c'est le lieu de travail à proximité de la maison. Evidemment, il est préférable pour le capitalisme de disséminer les travailleurs dans mille « cités dortoirs » où l'on tente d'enfermer chaque ouvrier dans une boîte en tête à tête avec sa télé à bourrage de crâne.

L'exigence des travailleurs, c'est un système collectiviste de transport.

Face à cela le capitalisme incite les gens à acheter des voitures qui ne peuvent pas rouler, ni stationner faute de parkings !

Et ceux qui ne peuvent pas s'en payer, on les entasse dans des bus ou des métros bruyants et étouffants.

Face aux aspirations des travailleurs, l'exploitation, les hausses...

Refusons de payer la hausse.

A partir du jour de la hausse, refusons de payer le bus et le métro, jusqu'à ce que cette hausse soit abolie !

travailleurs qui vous connaissez de vue parce que vous attendez ensemble le même bus, le même métro, le même train chaque matin, regroupez-vous pour empêcher la hausse. Montez ensemble dans l'autobus, et expliquez au receveur que vous ne voulez pas payer la hausse !

Expliquez au poinçonneur du métro que ce n'est pas aux travailleurs de payer toujours ! Camarades de la R.A.T.P., de la S.N.C.F. ! Soyez solidaires des travailleurs qui refusent de payer la hausse. Ce n'est pas contre vous qu'ils protestent, mais contre l'état des monopoles, l'ennemi de tous les travailleurs, qui refuse de satisfaire vos revendications et qui augmente les tarifs de façon exorbitante !

Contre les hausses, action directe, solidarité totale de tous les travailleurs R.A.T.P., S.N.C.F. et usagers.

Front Uni à la base, et nous ferons dérailler le train des hausses !

Sur tous les fronts, riposte du tac au tac ! Partout par les grèves dans les usines, par les occupations de logements, par l'action directe contre les hausses nous nous attaquons à la source même du mal, le capitalisme, nous accumulons des forces pour l'abattre. Usagers et travailleurs, nous seuls pouvons refuser cette nouvelle hausse du prix des transports !

**TOUT AUGMENTE !
USAGERS, TRAVAILLEURS DES
TRANSPORTS EN COMMUN,
TOUS UNIS
à l'action contre la hausse !**

Après avoir annoncé de manière démagogique, que la vie économique était stabilisée, l'équipe gouvernementale Pompidou - Chalban - Giscard entre un banquet de P.D.G. et une chasse à Chambord, a donné le feu vert aux augmentations des biens essentiels à la vie du peuple pour 1970. **Augmentation en cascades : transports publics, carburants, automobiles, produits alimentaires de grande consommation, taxes nouvelles de toutes sortes.**

Ces marchands de canons modernes camouflés en « démocrates de l'après gaullisme » annoncent une « société nouvelle » où le travailleur serait associé à ses exploités, industriels, gros capitalistes, patrons de combat et ministres des secteurs nationalisés. Démagogie et mensonges sont désormais le pain quotidien distribué par ces individus.

Laisser croire aux travailleurs, qu'ils sont désormais, les égaux et les associés des patrons, des P.D.G. et ministres, est un mensonge et une escroquerie à la fois. Il s'agit en réalité de mystifier le peuple pour mieux lui faire « avaler » l'exploitation actuelle renforcée.

Usagers, Travailleurs ! Cheminots ! Employés de la R.A.T.P. ! Si nous agissons ensemble contre ce pouvoir, notre force sera immense. Affirmons, démontrons notre réprobation, notre protestation contre la hausse des transports. Nous sommes plusieurs millions de la région parisienne à utiliser les moyens de transports publics, pour nous rendre au travail dans un rythme infernal, souvent loin de notre foyer.

Nous passons des heures et des heures prisonniers des trains, des bus et du métro, pour aller vendre « notre force de travail » aux patrons ou à l'Etat. Les moyens publics de transport sont une nécessité, une obligation liées à la production, liées au travail.

L'Etat et les trusts en font une source nouvelle de profit sur le dos des travailleurs de toutes corporations, alors que les patrons et l'Etat devraient considérer les frais de transport, comme une dépense productive, ils les considèrent au contraire comme un luxe qu'il faut payer de plus en plus cher.

Unissons-nous avec le personnel cheminot et R.A.T.P. exploité au même titre. Le jour de la hausse du métro, du bus et des trains de banlieue, manifestons notre entente et notre solidarité en refusant en masse de payer les moyens de transport en refusant de faire payer et de « poinçonner » les usagers.

Groupons-nous à la base, exigeons que les organisations syndicales, sociales et politiques se réclamant de la défense des intérêts du peuple prennent clairement position sur ces problèmes.

Ne nous cantonnons pas dans des protestations symboliques que les domestiques du pouvoir jettent à la poubelle.

Agissons dans l'union fraternelle des salariés, des travailleurs à la base.

• Le jour de la hausse du métro, du bus et des trains de banlieue, refusons de payer la hausse ! Les moyens de transport sont la propriété du peuple !

Front Uni à la base !

L'Humanité Rouge.

Texte d'un tract H.R. à diffuser
par les C.D.H.R.

**REFUSONS DE PAYER
LA HAUSSE !**